



## SERVICES TECHNIQUES ET ENVIRONNEMENT

### SOMMAIRE

---

1. LOGISTIQUE ARCHITECTURE BATIMENTS .....	2
1.1 Architecture, construction, réhabilitation.....	2
1.2 Maintenance des bâtiments .....	5
1.3 Logistique, parcs et maintenance des moyens techniques .....	5
1.4 Hygiène et propreté des locaux.....	7
2. ENERGIE ET CLIMAT .....	7
3. VOIRIE INFRASTRUCTURES.....	14
3.1 Patrimoine de voirie.....	14
3.2 Eau et assainissement .....	18
3.3 Infrastructures portuaires, aéroportuaires et fluviales.....	26
3.4 Littoral .....	27
4. INGENIERIE ECOLOGIQUE .....	28
4.1 Nature en ville et paysage .....	28
4.2 Environnement .....	31
4.3 Déchets .....	38
5. TRANSVERSAL SERVICES TECHNIQUES TERRITORIAUX .....	42
6. RESSOURCES COMPLEMENTAIRES .....	43

## 1. LOGISTIQUE ARCHITECTURE BATIMENTS

---

### 1.1 Architecture, construction, réhabilitation

#### Apprendre à construire des bâtiments à faible impact carbone

Lagazettedescommunes.com – Club Techni.cités, 10/08/2020

Les maires élus pour une nouvelle mandature de 6 ans seront confrontés aux enjeux de l'organisation de leur ville ou commune et de considérations environnementales. Cet été nous vous proposons de (re)lire des articles de Techni.Cités liés à ces thématiques. Cette semaine est consacrée au thème de l'urbanisme avec, aujourd'hui, les bâtiments bas carbone.

#### La démarche cradle to cradle dans le bâtiment est-elle une utopie ?, 03/08/2020

La démarche cradle to cradle (C2C) émerge aux États-Unis dans les années 2000. Alternative aux mouvances consuméristes et sur-productivistes, elle envisage le recyclage de l'objet dès sa conception. Autrement dit, un objet certifié C2C doit être recyclable à l'infini en ne nécessitant que peu d'énergie pour la production. En plus de participer à l'essor de l'économie circulaire et au développement d'une empreinte bénéfique de l'humanité sur son environnement, le cradle to cradle modifie drastiquement notre regard sur la ville.

#### Le calendrier de la RE2020 encore repoussé

Eti-construction.fr, 19/08/2020

La future réglementation environnementale pour les constructions neuves n'en finit plus de voir son entrée en vigueur reportée. Déjà impactée par la crise du coronavirus, elle connaît de nouveaux glissements dans sa mise en œuvre, laissant aussi entrevoir les difficultés d'une future application.

#### L'Ademe ouvre ses données sur les diagnostics de performance énergétique / BOUGHRIET RACHIDA

Actu-environnement.com, 30/07/2020

L'Agence de la transition écologique (Ademe) met à disposition ses données sur les diagnostics de performance énergétique (DPE) pour les bâtiments publics et les logements. Ces données sont disponibles sur le portail en ligne data.ademe.fr et désormais sur data.gouv.fr, la plateforme ouverte des données publiques françaises.

<https://data.ademe.fr/reuses/diagnostics-de-performance-energetique-pour-les-logements-par-habitation>

#### Arrêté du 24 juillet 2020 portant possibilité de report des visites périodiques d'établissement recevant du public (ERP)

Legifrance.gouv.fr, 29/07/2020

Les visites périodiques prévues en 2020 en application de l'article GE 4, §1, du règlement de sécurité susvisé peuvent être reportées jusqu'à un an.

Celles concernant les établissements répondant aux conditions fixées à l'article GE 4, §3, et dont la périodicité normale est de trois ans en application de l'article GE 4, §1, peuvent être reportées jusqu'à deux ans si ces établissements n'en ont pas précédemment bénéficié.

#### Arrêté du 7 juillet 2020 relatif à l'agrément des modalités de prise en compte des systèmes de puits hydrauliques dans la réglementation thermique 2012

Legifrance.gouv.fr, 29/07/2020

Prise en compte des systèmes de puits hydrauliques dans la réglementation thermique

#### Lutte contre l'artificialisation et les logements passoires au menu du Conseil de défense écologique / ROUSSEL FLORENCE

Actu-environnement.com, 27/07/2020

Le cinquième Conseil de défense écologique aboutit à une série d'annonces s'appuyant sur les mesures de la Convention citoyenne sur le climat en matière de logement et d'aménagement du territoire. Détails.

## **Performance énergétique des logements : place au carnet d'information en 2022 / BOUGHRIET RACHIDA**

Actu-environnement.com, 24/07/2020

Un nouveau projet de loi oblige, à compter de 2022, les propriétaires d'établir un carnet d'information visant à améliorer la performance énergétique de leur logement. Il remplace le carnet numérique du logement enterré par le Gouvernement.

## **Un projet de ratification boucle la réécriture du code de la construction / MARCANGELO LEOS PHILIE**

Localtis.info, 23/07/2020

Si l'objet est bel et bien de mettre un point final au chantier de réécriture des règles de construction en ratifiant leur recodification par ordonnance, c'est un projet de loi enrichi de plusieurs dispositions nouvelles qui a été présenté en conseil des ministres, ce 22 juillet. Le texte signe en particulier le retour en piste du "carnet d'information du logement", ainsi rebaptisé après une série d'occasions manquées.

## **Décret n° 2020-887 du 20 juillet 2020 relatif au système d'automatisation et de contrôle des bâtiments non résidentiels et à la régulation automatique de la chaleur**

Legifrance.gouv.fr, 21/07/2020

Le décret transpose les articles 8, 14 et 15 de la directive 2010/31/UE du Parlement européen et du Conseil du 19 mai 2010 sur la performance énergétique des bâtiments requérant la mise en œuvre de systèmes d'automatisation et de contrôle des bâtiments non résidentiels, et de systèmes de régulation automatique de chaleur. Il vise à la fois les bâtiments neufs et existants en prévoyant des ajustements pour ces derniers. L'objectif poursuivi est d'équiper tous ces bâtiments de systèmes d'automatisation et de contrôle d'ici le 1er janvier 2025. Les systèmes de régulation automatique de chaleur sont obligatoires pour tous les bâtiments dont les générateurs de chaleur sont changés après la publication du décret.

## **Performance énergétique : deux décrets encouragent la gestion technique des bâtiments**

Localtis.info, 21/07/2020

Volet réglementaire de la transposition du "paquet énergie", deux décrets, publiés ce 21 juillet, intègrent de nouveaux standards en matière de facturation aux abonnés des réseaux de chaleur et de froid. Dans le tertiaire, l'objectif est équiper d'ici 2025 les bâtiments les plus consommateurs de systèmes de pilotage et de régulation pour optimiser leur performance énergétique.

## **Décrypter la réglementation bâtiments. Fiche 1 : "Les obligations d'actions pour réduire les consommations d'énergie dans les bâtiments tertiaires : une démarche globale d'éco-responsabilité." / CEREMA**

Cerema.fr, 20/07/2020

Le contexte législatif et réglementaire qui encadre le domaine du bâtiment est en pleine évolution (décret tertiaire, RE 2020, nouveau DPE, loi Essoc...). Cette série de fiches vise à éclairer la lecture des nouveaux textes en explicitant leur "esprit" afin d'aider les acteurs du domaine du bâtiment à se les approprier et à les appliquer.

## **Marchés publics : les critères environnementaux ont le vent en poupe / LACAS FLORENT**

Actu-environnement.com, 17/07/2020

D'après une étude réalisée par l'OPQIBI, la qualité environnementale d'un projet a de plus en plus d'importance aux yeux des donneurs d'ordres publics.

## **Énergie, chaleur et froid : de nouvelles dispositions décidées par ordonnance / LEMARC FRANCK**

Maire-info.com, 16/07/2020

Le gouvernement a présenté hier en Conseil des ministres et publié ce matin au Journal officiel une ordonnance visant à transposer dans le droit français un certain nombre de dispositions – très concrètes – du droit européen sur l'énergie, notamment sur le bâtiment et les réseaux de chaleur.

## **Bien préparer en amont le suivi des chantiers / VILLE Frédéric**

Lagazettesdescommunes.com – Club Techni.cités, 16/07/2020

Avec les élections municipales, de nouvelles équipes d'élus se mettent en place. Il y aura aussi des recrutements ou changements des responsables du suivi des travaux. L'occasion de revenir sur ce qui fait un bon suivi de chantier.

### De nouveaux bâtiments quasiment autonomes en énergie et en eau / CLARKE BAPTISTE

Actu-environnement.com, 09/07/2020

Un nouveau concept de bâtiment vient de sortir de terre à Grenoble. Ici, le bâtiment doit pouvoir s'alimenter de façon autonome en énergie et en eau. Une prouesse qui devra néanmoins faire ses preuves dans le temps. Reportage vidéo.

### Relance : le plan à deux étages de la FNTP / CAVAGNE BRUNO

Lemoniteur.fr, 08/07/2020

4 milliards d'euros dès 2020 pour répondre à l'urgence et 10 milliards d'euros par an en moyenne pendant 10 ans au service de la transition écologique. C'est le double plan ambitieux adressé le 8 juillet par la FNTP au gouvernement et au président de la République.

### Covid-19 : nouvelle mise à jour du guide de préconisations de sécurité sanitaire de l'OPPBT

Preventionbtp.fr, 08/07/2020

Alors que le gouvernement a engagé l'allègement progressif des mesures barrières, au regard de l'évolution de l'épidémie, l'OPPBT publie la quatrième version de son guide de préconisations de sécurité sanitaire pour la continuité des activités de la construction. Coactivité, déplacements, conseils en cas de forte chaleur, règles de distanciation figurent parmi les thèmes modifiés.

<https://telechargement.preventionbtp.fr/file/GUIDE-DE-PRECONISATIONS-COVID-19-OPPBT.pdf>

### **Photovoltaïque : le retour de l'intégré au bâti ?** / FABREGAT SOPHIE

Actu-environnement.com, 07/07/2020

Le marché du photovoltaïque donne de premiers signes de frémissements en direction de l'intégré au bâti. Plusieurs acteurs français et européens y croient plus que jamais avec, en ligne de mire, l'immense gisement de toitures.

### **L'utilisation du critère environnemental connaît une évolution notable. Entretien avec Stéphane Mouchot, directeur général de l'OPQIBI** / D'AUZON SOPHIE

Moniteur des travaux publics et du bâtiment (le), 03/07/2020, n° 6091, p. 62-63

L'organisme de qualification de rénovation a réalisé entre novembre dernier et février sa sixième enquête, depuis 2002 auprès des acheteurs et maîtres d'ouvrages publics pour mieux appréhender leurs connaissances et pratiques en matière de sélection des prestataires pour leurs marchés de construction.

### Rénovation énergétique : 100 M€ débloqués pour les bâtiments publics

Batiactu.com, 01/07/2020

La secrétaire d'Etat à la Transition écologique, Emmanuelle Wargon, a signé ce 1er juillet 2020 la convention du programme Action des collectivités territoriales pour l'efficacité énergétique 2 (Actee) lors d'un déplacement dans le Nord. Grâce au dispositif des CEE, un budget de 100 millions d'euros est ainsi alloué aux collectivités pour accélérer leur transition écologique.

### **Chantiers après confinement, quels risques pour la biodiversité ?** / GOMEZ FRANCE

Espaces naturels, 07/2020, n° 71, p. 20

L'association française interprofessionnelle des écologues invite à la plus grande prudence lors de la relance des travaux.

### A Saint-Etienne, l'algorithmique d'Imope aide à réaliser des économies d'énergie

Lemonde.fr, 25/06/2020

Deux Stéphanois ont créé Imope, un outil qui permet aux collectivités locales de cibler au mieux les opérations de rénovation et d'amélioration de l'habitat, en utilisant toute la puissance du croisement des données.

### Bilan thématique Bâtiment Bois construction et matériaux biosourcés - Edition 2020. Programme d'investissements d'avenir (PIA) / THOLANCE MAEVA, ANDRE PATRICE

Ademe.fr, 06/2020, 7 p.

Ce document présente le Bilan de la thématique Bâtiment bois construction & matériaux biosourcés du Programme d'investissements d'avenir (PIA) opéré par l'ADEME depuis 2010.

Quatre grands domaines ont été couverts sur cette thématique :

- la construction bois
- la rénovation bois

- la préfabrication et la construction modulaire
- les matériaux biosourcés et géosourcés

### [Le numérique en renfort des chantiers](#)

Cahiers-techniques-batiment.fr, 15/04/2020

Le recours à des solutions numériques a permis aux entreprises de faire face aux répercussions de la crise sanitaire, notamment en limitant les interventions sur le terrain. Une tendance qui devrait s'amplifier.

### **Crise : le bâtiment prévoit une chute de 18 % de son activité cette année**

Maire-info.com, 30/06/2020

L'activité du bâtiment devrait chuter de 18 % cette année face à la crise du coronavirus, a prévenu mardi sa principale fédération, selon laquelle de nombreuses entreprises perdent toujours de l'argent depuis la fin du confinement à cause des coûts des mesures sanitaires.

### [Se Préparer à la RE2020 : enjeux et retours d'expérience \[Dossier\]](#) / FEDERATION CINOV

Construction21.org, 15/06/2020

Ce dossier est axé sur les enjeux soulevés par le traitement du carbone et offre des perspectives complémentaires pour un déploiement en synergie de cette nouvelle pratique. Y seront traités les enjeux économiques, sociaux, techniques, de biodiversité et d'adaptation au changement climatique, ou encore de labels de progrès de développement durable. Plusieurs contributions donnent à voir les premiers résultats des expériences E+C-, au travers d'études de cas concrètes, tout en fournissant une analyse critique des méthodes employées et des pistes d'amélioration envisagées. Ce dossier est l'occasion de saisir l'imbrication des différents outils mobilisés -ACV, FDES, BIM...- et leur modalité de mise en œuvre auprès de chaque professionnel du bâtiment. La récolte et l'utilisation des données environnementales ont à ce titre une place centrale et font l'objet de multiples enseignements.

## 1.2 Maintenance des bâtiments

### [Décrypter la réglementation bâtiments - Obligations d'actions pour réduire la consommation d'énergie dans les bâtiments tertiaires](#)

Cerema.fr, 13/08/2020

Le décret tertiaire vise à implémenter une dynamique d'éco-responsabilité dans la gestion des bâtiments tertiaires sur le plan énergétique. En imposant aux acteurs d'établir un plan d'actions puis d'afficher les résultats, il encourage les gestionnaires de bâtiments à raisonner en obligations de résultats. Dans ce cadre, le Cerema propose une fiche pratique destinée aux acteurs des collectivités.

### [Décret n° 2020-912 du 28 juillet 2020 relatif à l'inspection et à l'entretien des chaudières, des systèmes de chauffages et des systèmes de climatisation](#)

Legifrance.gouv.fr, 29/07/2020

Afin de transposer les articles 14 et 15 de la directive européenne sur la performance énergétique des bâtiments qui a été révisée en 2018 le décret procède à la mise à jour du rendement minimum des chaudières et des modalités d'inspection et d'entretien des systèmes de chauffage et de climatisation.

### [Relance : 4 à 5 milliards d'euros seront consacrés au bâtiment](#) / DELACORNE BASILE

Batiactu.com, 15/07/2020

Le Premier ministre a indiqué, le 15 juillet devant les députés, vouloir "mobiliser plus de 20 milliards d'euros" pour la transition écologique. La ministre déléguée au logement Emmanuelle Wargon a évoqué, quelques jours plus tôt dans les médias, quatre à cinq milliards pour le bâtiment et la rénovation énergétique.

## 1.3 Logistique, parcs et maintenance des moyens techniques

### [Voiture électrique : l'épineuse question du temps de recharge](#)

Automobile-propre.com, 24/07/2020

On entend souvent que recharger une voiture électrique, c'est long, très long. Mais combien de temps faut-il exactement ? Tous les modèles sont-ils égaux en performance de recharge ? Automobile Propre fait le point en vidéo et vous invite à découvrir son simulateur de temps de recharge, un outil pratique pour qui veut connaître rapidement la durée de charge de sa voiture ou hybride rechargeable.



### Comment produire du carburant avec des déchets plastique / ACTU-ENVIRONNEMENT

Actu-Environnement, 23/07/2020

L'association Earthwake, créée par l'acteur Samuel LeBihan, produit du diesel à partir de déchets plastiques pour les camions poubelles de la ville de Puget-Théniers dans les Alpes-Maritimes. Reportage vidéo.

<https://www.actu-environnement.com/ae/news/production-carburant-dechets-plastique-earthwake-chrysalis-35904.php4>

### AOM : un guide pour déployer une flotte de bus électriques à hydrogène / LANDOT YANN

Blog.landot-avocats.net, 08/07/2020

L'AFHYPAC (Association Française pour l'Hydrogène et les Piles à Combustible), laquelle comme son nom l'indique veut promouvoir la solution de la mobilité à partir de la police à combustible et l'hydrogène (qu'on oppose à la solution électrique basée sur des accumulateurs) a publié un livre blanc sur "Comment déployer des bus électriques à hydrogène en France".

[https://www.afhypac.org/documents/documentation/publications/AFHYPAC-H2MF\\_Livre%20blanc%20Bus%20H2\\_VDEF\\_15062020.pdf](https://www.afhypac.org/documents/documentation/publications/AFHYPAC-H2MF_Livre%20blanc%20Bus%20H2_VDEF_15062020.pdf)

### La Région Occitanie déploie le projet « Flexitanie » pour accélérer le Vehicle-to-grid /

BOUGHRIET RACHIDA

Actu-environnement.com, 08/07/2020

Le 7 juillet, la Région Occitanie, l'Agence régionale de développement économique (Ad'Occ), l'Agence de la transition écologique (Ademe) et l'énergéticien EDF, ont lancé le projet baptisé "Flexitanie". Il s'agit du premier projet, en Occitanie, visant à développer des solutions de recharge et de décharge des batteries des véhicules électriques dites "Vehicle-to-Grid"(V2G) ou "smart charging".

### Convention citoyenne pour le climat : les propositions qui concernent les flottes /

LAMOUREUX MANON

Flottes automobiles, 24/06/2020

Le 21 juin, après huit mois de travail les 150 membres de la Convention citoyenne pour le climat – tirés au sort et représentatifs de la population française – ont adopté leur rapport final. Celui regroupe une série de propositions législatives et réglementaires visant à atteindre « une baisse d'au moins 40 % des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 (par rapport à 1990), dans un esprit de justice sociale. »

### **Baromètre flottes 2020 : lent virage vers la transition énergétique** / ARROUET JEAN-PHILIPPE

Décision-Achats.fr, 06/2020, n° 218, p.56

La mobilité en entreprise devient plus écologique d'après le dernier baromètre d'Arval Mobility Observatory. Mais les énergies alternatives comme les nouvelles mobilités sont loin de supplanter les véhicules thermiques qui alimentent toujours la croissance des flottes.

### **Les équipementiers au cœur de la mobilité connectée** / VICK JULIEN

Revue générale des routes et de l'aménagement, 06/2020, n° 973, p.44-46

Plus sûre, plus confortable, la mobilité connectée, en cours de déploiement, dépend pour une large part de la signalisation qui l'environne. Ce rôle se renforce de jour en jour.

### **Park'in Saclay, un service de mobilité personnalisé** / PERROTEAU ADELIN, LURIOT FABRICE, DUVAL XAVIER

Revue générale des routes et de l'aménagement, 06/2020, n° 973, p.35-39

Bien comprendre les enjeux de mobilité actuels permet d'augmenter l'attractivité de chaque territoire. Paris-Saclay connaît un fort développement et l'intensification du trafic automobile qui en résulte. L'objectif de mutualiser l'offre publique et l'offre privée de stationnement pour en faciliter l'accès à l'utilisateur s'est traduit à travers Park'in Saclay déployé par Mobility by Colas.

### **L'infrastructure routière pour une mobilité autonome réussie : l'expérience du Paris-Saclay Autonomous Lab** / WATTEAU PHILIPPE

Revue générale des routes et de l'aménagement, 06/2020, n° 973, p.30-34

Dans le cadre du projet multi-partenarial Paris-Saclay Autonomous Lab, qui vise à développer de nouveaux services de mobilité avec des véhicules autonomes, Vedecom, l'Institut pour la transition énergétique (ITE) dédié aux nouvelles mobilités, a conçu et implanté une infrastructure communicante et intelligente afin d'assurer la perception étendue des véhicules. Gros plan sur la structure et l'apport

de ces équipements débarqués, propres à augmenter le niveau de sûreté de fonctionnement et apporter une meilleure qualité de service aux mobilités de demain.

### **Les services de mobilité en flotte libre en Île-de-France : une liberté désormais mieux encadrée** / MICHELOT NICOLAS, LEFORESTIER LINDA

Revue générale des routes et de l'aménagement, 06/2020, n° 973, p.16-20

La première apparition du free-floating, ou flotte libre, à Paris remonte au 9 octobre 2017 avec l'arrivée des vélos sans station Gobe.ebike. Deux années plus tard, cette nouvelle forme de mobilité s'est étendue aux voitures, scooters et trottinettes, non sans causer quelques désagréments : stationnements et circulation sur les trottoirs, fragmentation de l'espace public, problèmes de sécurité, de pollution...Tous ces aspects ont amené les pouvoirs publics à réagir afin de réguler ces nouvelles pratiques.

#### **1.4 Hygiène et propreté des locaux**

##### **Une solution digitale et instantanée pour la propreté** / LAUNOIS THIERRY

Cahiers-techniques-batiment.fr, 18/08/2020

Première mondiale, JVD et Rubix SI s'associent et codéveloppent une solution de monitoring des conditions sanitaires pour conquérir les marchés mondiaux. Objectif : détecter, grâce à des capteurs, la qualité de l'air et le niveau d'hygiène d'un lieu, pour y restaurer des conditions sanitaires optimales.

##### **Covid-19 : place de l'ozone, des rayonnements ultraviolets C et des sas de passage en tant que procédés de désinfection** / HAUT COMITE DE LA SANTE PUBLIQUE

Hcsp.fr, 23/07/2020

Des techniques de désinfection par l'ozone ou les rayonnements ultraviolets (UV) C sont utilisés pour décontaminer des locaux. D'autres dispositifs viseraient la « décontamination des personnes » par passage au travers de tunnels de pulvérisation de produits désinfectants.

L'avis du Haut Conseil de la santé publique est sollicité sur l'opportunité de l'emploi de ces procédés pour la désinfection dans le contexte de la pandémie de Covid-19.

## **2. ENERGIE ET CLIMAT**

---

##### **Changements climatiques et santé publique (6/6): Point de vue de France santé Publique** /

CARSUZAA JEAN-MICHEL, PASCAL MATHILDE

Radio.cnfpt.fr, 31/08/2020

En raison des changements climatiques, de nombreux bouleversements affectent maintenant toutes les régions du monde. Face à des situations climatiques extrêmes qui ont eu lieu ou qui surviendront fort probablement, sur notre territoire, au cours du 21ème siècle, il est constaté que les protections de la santé et de l'environnement convergeaient. Mais pourquoi ? Quels types d'actions peuvent mener les collectivités locales françaises ?

##### **Quel rôle joue le marketing dans le changement climatique ?**

TheConversation.com, 20/08/2020

Le calcul de l'empreinte carbone est devenu une procédure standard, aujourd'hui systématiquement déclarée par les entreprises en accord avec les normes comptables internationales, afin de permettre aux consommateurs de réaliser des achats mieux informés. Le marketing peut jouer un rôle important dans ce processus, à travers le développement de produits et services présentant une faible empreinte carbone (autrement dit, l'impact sur le climat mesuré en équivalent d'émission de dioxyde de carbone).

##### **[Tribune] Covid-19 ou le test réussi des énergies renouvelables** / PETIT Jean-François

Environnement-magazine.fr, 20/08/2020

Jean-François Petit, directeur général de RES, estime que pendant le confinement, les énergies renouvelables (EnR) ont révélé leur fiabilité et leur performance pour répondre aux besoins de l'ensemble du réseau électrique français. "Avec une couverture de 25 à 30% de la consommation énergétique, les EnR ont su démontrer une résilience aux conditions particulières de ces derniers mois", souligne-t-il.

### Fonctionnement du phénomène "îlot de chaleur" à Clermont-Ferrand et adaptation des habitants : une étude du Cerema

Cerema.fr, 13/08/2020, n° 261

En ville, le phénomène d'îlots de chaleur urbains engendre une augmentation des températures par rapport à la périphérie. Ce phénomène est davantage marqué la nuit, et impacte la qualité de vie des habitants, particulièrement en période de forte chaleur. La Métropole de Clermont-Ferrand a fait appel au Cerema pour évaluer ses vulnérabilités vis-à-vis de ce phénomène et identifier des leviers d'action en matière d'aménagement urbain.

[https://www.cerema.fr/system/files/documents/2020/08/cerema\\_ce\\_rapportetude\\_global\\_icudelillepha\\_se2\\_complet\\_2020\\_03\\_03\\_vf3.pdf](https://www.cerema.fr/system/files/documents/2020/08/cerema_ce_rapportetude_global_icudelillepha_se2_complet_2020_03_03_vf3.pdf)

### Convention citoyenne pour le climat : un premier temps d'échange avec les représentants d'élus / boedec, BOEDEC MORGAN

Localtis.info, 30/07/2020

En vue de préparer le projet de loi qui sera présenté en conseil des ministres en novembre prochain, une première réunion multi-acteurs avec les membres de la convention citoyenne pour le climat s'est tenue le 29 juillet.

### Arrêté du 30 juin 2020 relatif aux règles d'implantation des installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation ou à déclaration au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement par rapport aux enjeux de sécurité aéronautique

Legifrance.gouv.fr, 29/07/2020

Le présent arrêté introduit des critères de distance et de hauteur afin de préserver la sécurité des vols d'aéronefs et de ne pas perturber de manière significative le fonctionnement des radars et des aides à la navigation aérienne. Il précise les conditions dans lesquelles le préfet saisit pour avis conforme le ministre chargé de l'aviation civile dans le cadre des demandes d'autorisation environnementale.

### Convention citoyenne pour le climat : une première traduction timide

Localtis.info, 27/07/2020

Ce 27 juillet, à l'issue du cinquième Conseil de défense écologique présidé par Emmanuel Macron, les premières mesures inspirées des propositions élaborées par la Convention citoyenne pour le climat ont été dévoilées par le gouvernement. Ni enrichies ou débattues dans un cadre législatif, ni issues d'un dialogue préalable avec les collectivités, elles sont en toute logique circonscrites à des sujets mineurs.

### Un atlas climatique pour lutter contre la chaleur autour de Toulouse

Franceinfo.fr, 27/07/2020

L'agence d'urbanisme et d'aménagement de Toulouse aire métropolitaine (AUAT) a mis au point un atlas climatique. Des cartes qui doivent permettre de mieux prendre en compte le climat dans la gestion de l'urbanisme dans les communes de la métropole toulousaine.

### Des élus locaux s'engagent à mettre en œuvre la feuille de route de la Convention citoyenne pour le climat / LENORMAND ANNE

Localtis.info, 24/07/2020

Dans une tribune publiée dans Le Monde ce 23 juillet, un collectif d'élus locaux de tous bords politiques s'engage à appliquer dans leurs communes les propositions issues de la Convention citoyenne pour le climat et demandent au président de la République de leur donner les moyens nécessaires.

### Les ENR surclassent les combustibles fossiles en Europe / COMBE MATTHIEU

Techniques-ingenieur.fr, 24/07/2020

L'augmentation de la production éolienne et solaire et la baisse de la demande électrique due au Covid-19 font reculer les combustibles fossiles en Europe. Au premier semestre, les énergies renouvelables ont ainsi produit plus d'électricité que les énergies fossiles dans l'Union européenne, selon un nouveau rapport d'Ember.



**L'énergie renouvelable électrique passe un cap historique en Europe** / WAJSBROT SHARON  
Echos (les), 23/07/2020, p. 12

Pour la première fois au cours du premier semestre 2020, les énergies renouvelables ont généré plus d'électricité dans les 27 pays de l'Union européenne que les combustibles fossiles. La croissance des capacités de production solaire et éolienne et le recul de la demande ont favorisé cette bascule.

**L'énergie de la Terre, une solution ENR**

Cahiers-techniques-batiment.fr, 22/07/2020

La géothermie pourrait répondre à 70% des besoins énergétiques des bâtiments et en diviser par l'empreinte carbone. L'Association française des professionnels de la géothermie publie ainsi, via un manifeste, sa vision et ses ambitions de la géothermie de surface.

<http://www.afpg.asso.fr/>

**Après le Covid-19, quelle énergie pour la reprise ?**

TheConversation.com, 22/07/2020

Comment le Covid-19 affectera-t-il la transition énergétique ? Comment les fonds devaient-ils être mis en œuvre pour promulguer cette relance verte ?

**Éoliennes en mer : lancement de la première consultation conforme aux nouvelles procédures de la loi Essoc**

Maire-info.com, 21/07/2020

La Commission nationale du débat public (CNDP) a lancé hier le débat sur les projets de développement de parcs éoliens offshore (en mer) au sud de la Bretagne. Il s'agit de la première application du nouveau cadre réglementaire prévu par la loi Essoc de 2018.

Comment accélérer le développement des éoliennes en mer, pour ainsi dire à l'arrêt ? Alors que le Grenelle de l'environnement prévoyait que 6 GW devaient être installés en 2020 (soit 1 200 éoliennes), il n'en existe aujourd'hui qu'une seule en France, de 2 MW. En cause : les résistances d'associations de défense de l'environnement, de la population locale et de certains élus locaux, celles des professionnels de la pêche, sans oublier le long bras de fer qui a opposé le gouvernement aux industriels sur les tarifs d'achat (lire Maire info du 21 juin 2018).

**Projets éoliens en mer au sud de la Bretagne : le débat public est ouvert**

Localtis.info, 21/07/2020

Saisie par la ministre de la Transition écologique, la Commission nationale du débat public (CNDP) organise jusqu'au 30 novembre 2020 un débat public sur les futurs projets d'éoliennes en mer au sud de la Bretagne, le premier du genre portant spécifiquement sur une zone d'implantation.

**Convention citoyenne pour le climat : le calendrier des retombées se précise** / BOEDEC MORGAN

Localtis.info, 21/07/2020

Des membres de la Convention citoyenne pour le climat ont été reçus ce lundi 20 juillet à Matignon pour définir la "méthodologie" de mise en œuvre des propositions élaborées par cette assemblée unique en son genre. Une réunion avec des parlementaires, des partenaires sociaux et des associations d'élus se tiendra le 29 juillet. Quant au projet de loi spécifique, il est repoussé à la rentrée.

**Géothermie, solution verte en eaux troubles** / USBEK & RICA

Demainlaville.com, 21/07/2020

Technologie pour récupérer la chaleur des eaux en profondeur, la géothermie permet un chauffage domestique décarboné. Si elle connaît aujourd'hui un regain d'intérêt, cette solution est encore sous-exploitée sur le territoire.

**Énergies marines : la Commission européenne veut accélérer leur déploiement** / FABREGAT SOPHIE

Actu-environnement.com, 20/07/2020

"Le rythme actuel de développement de l'éolien et des énergies renouvelables offshore est beaucoup trop lent et contraint", estime la Commission européenne qui a ouvert, le 16 juillet, une consultation publique sur la future stratégie européenne des énergies renouvelables offshore.

### Transition énergétique et coopération interterritoriale : Brest et la pointe bretonne montrent l'exemple

Localtis.info, 17/07/2020

À travers l'exemple de la métropole brestoise et des intercommunalités qui l'environnent, France Stratégie vient de publier une étude éclairante sur la manière dont territoires urbains et ruraux peuvent jouer de leurs complémentarités dans le domaine de la transition énergétique.

### Paquet "énergie" de UE : l'ordonnance de transposition publiée / MARCANGELO LEOS PHILIE

Localtis.info, 16/07/2020

L'ordonnance de transposition de plusieurs directives dans le domaine de l'énergie et du climat, parue ce 16 juillet, permet notamment de coller aux standards en matière de comptage et d'information des abonnés des réseaux de chaleur et de froid. Dans le tertiaire, elle signe la mise en oeuvre du système d'automatisation et de contrôle des bâtiments (dit "BACS" ou "Building automation and control systems") de nature à maximiser la performance énergétique.

### Quelles solutions pour lutter contre les îlots de chaleurs urbains ?

Demainlaville.com, 16/07/2020

3°. C'est l'écart de température que l'on peut observer entre le centre urbain d'une grande ville comme Nantes et sa périphérie. À Paris, la nuit, cette différence peut atteindre jusqu'à 10°. Évidemment, avec le réchauffement climatique, la bétonisation et la disparition croissante des espaces verts en milieu urbain ces différences ne risquent pas de s'atténuer, bien au contraire. Alors d'ici quelques années le centre-ville sera-t-il invivable, car trop chaud ? Peut-on envisager des solutions pour lutter contre les îlots de chaleurs urbains ?

### Certificats d'économies d'énergie : la concertation sur la cinquième période est ouverte

Localtis.info, 15/07/2020

Coups de pouce axés sur les rénovations performantes, programmes en nombre réduit, lutte contre la fraude à la rénovation énergétique, la cinquième période du dispositif des certificats d'économies d'énergie (CEE), pour laquelle le débat est ouvert jusqu'au 10 septembre, se met progressivement en ordre de marche.

### Trois défis à relever pour une transition réussie vers le 100% énergies renouvelables / LOUIS NICOLAS

Techniques-ingenieur.fr, 15/07/2020

Face à l'épuisement des ressources non renouvelables, le passage à des énergies 100% vertes est inéluctable à plus ou moins long terme. Trois points critiques devront être surmontés pour réussir cette transition.

### Méthane, l'ennemi oublié de la lutte contre le changement climatique

Novethic.fr, 15/07/2020

Selon de nouvelles données publiées ce mercredi 15 juillet par le Global Carbon Project, les émissions de méthane continuent d'augmenter, principalement dans les énergies fossiles et l'agriculture. Ce gaz à effet de serre, au pouvoir réchauffant 82 fois plus important que le CO2 sur vingt ans, est encore trop souvent oublié dans la lutte contre le changement climatique. Il constitue pourtant un levier très efficace car sa durée de vie dans l'atmosphère n'est "que" de dix ans, contre une centaine d'années pour le CO2.

### Bordeaux et Strasbourg déclarent l'état d'urgence climatique / SINAI AGNES

Actu-environnement.com, 13/07/2020

L'état d'urgence climatique est déclaré à Bordeaux.

### Artificialisation des sols et transition énergétique : une lutte à mener en commun / HUTEAU

Céline

Lagazettesdescommunes.com – Club Techni.cités, 13/07/2020

Ces derniers mois SRADDET, PLUi et SCoT arrivent à maturation ou ont été votés. Un récent colloque d'Amorce a justement montré comment l'élaboration de ces documents permettait de mener la lutte contre l'artificialisation des sols, tout en pilotant la transition énergétique... Coordination, transversalité, et contraintes opérationnelles tout en souplesse au menu.

### Pollution de l'air : le gouvernement sommé d'agir / JABRE Léna

Lagazettesdescommunes.com, 10/07/2020

Dans une décision du 10 juillet, le Conseil d'Etat ordonne une nouvelle fois au Gouvernement de prendre des mesures pour réduire la pollution de l'air. Mais cette fois-ci, les juges ont prononcé une astreinte de 10 millions d'euros par semestre de retard si ces obligations ne sont pas remplies dans six mois.

<https://www.conseil-etat.fr/ressources/decisions-contentieuses/dernieres-decisions-importantes/conseil-d-etat-10-juillet-2020-pollution-de-l-air>

### Adaptation au changement climatique : les entreprises en action !

Cerdd.org, 09/07/2020

Événements climatiques extrêmes, difficultés d'approvisionnement, raréfaction des ressources... Les impacts du changement climatique sur les activités économiques sont nombreux. Le Cerdd a constitué un dossier web pour synthétiser les enjeux de l'adaptation des entreprises, et donner des pistes d'action.

[https://www.strategie.gouv.fr/sites/strategie.gouv.fr/files/atoms/files/seminaire\\_soutenabilite\\_-\\_covid-19\\_-\\_contributions\\_web.pdf](https://www.strategie.gouv.fr/sites/strategie.gouv.fr/files/atoms/files/seminaire_soutenabilite_-_covid-19_-_contributions_web.pdf)

### Climat : il faut adapter les objectifs nationaux aux spécificités régionales / GARRIGUES Arnaud

Lagazettesdescommunes.com, 08/07/2020

La baisse des émissions des gaz à effet de serre est trop faible pour que la France atteigne les objectifs de sa stratégie bas carbone, pointe le dernier rapport du Haut conseil pour le climat. Dans ce contexte, les régions ont un rôle important à jouer, mais en tenant compte des spécificités et des leviers d'action de chacune d'entre elles. Il faudra également veiller à ce que les plans de relance régionaux soient bien compatibles avec les objectifs climatiques.

### "Le gouvernement doit reprendre le cap vers la neutralité carbone", prévient le Haut Conseil pour le climat / LENORMAND ANNE

Localtis.info, 08/07/2020

Dans son deuxième rapport annuel publié ce 8 juillet, le Haut Conseil pour le climat ne constate pas d'"avancée structurelle quant au rythme de baisse des émissions" de gaz à effet de serre et presse le nouveau gouvernement d'intégrer davantage l'enjeu climatique dans le plan de relance. Il cite la rénovation énergétique des bâtiments, les investissements dans les transports publics et les infrastructures de mobilités douces, et le déploiement des énergies renouvelables parmi les mesures de sortie de crise qu'il juge compatibles avec les objectifs climat. Il en appelle aussi aux régions pour jouer un rôle d'impulsion dans les territoires.

### Dans son rapport, la Convention citoyenne pour le climat implique largement les collectivités

Weka.fr, 08/07/2020

Se déplacer, consommer, se loger, produire/travailler, se nourrir : cinq thèmes offerts à la réflexion des cent cinquante membres de la Convention citoyenne pour le climat, un panel de Français tirés au sort. Le 29 juin 2020, Emmanuel Macron a approuvé la quasi-totalité des propositions qu'ils ont formulées après neuf mois de travaux. Elles touchent souvent les collectivités.

### **Haut conseil pour le climat : « Le plan de relance doit s'intégrer dans le cadre de la neutralité carbone »** / ROUSSEL FLORENCE

Actu-environnement.com, 08/07/2020

Alors que l'État prépare son plan de relance, le Haut conseil pour le climat publie son second rapport annuel et son message est très clair : le plan de relance doit respecter les budgets carbone fixés par la stratégie nationale bas-carbone.

Lien vers le rapport : [https://www.hautconseilclimat.fr/wp-content/uploads/2020/07/hcc\\_rapport\\_annuel-2020.pdf](https://www.hautconseilclimat.fr/wp-content/uploads/2020/07/hcc_rapport_annuel-2020.pdf)

### Face à l'urgence climatique, la France n'est " pas à la hauteur " / JACQUE Muryel

Echos (les), 08/07/2020, p. 4

La France s'éloigne de son objectif de neutralité carbone, avertit le Haut Conseil pour le climat. La baisse des émissions de gaz à effet de serre doit tripler d'ici à cinq ans. Pour y arriver, l'organisme indépendant exhorte le gouvernement à un plan de relance orienté vers la transition bas carbone.

### Accompagnement de la rénovation énergétique : neuf régions engagées aux côtés de l'État

Localtis.info, 07/07/2020

Dans le cadre du programme national du Service d'accompagnement pour la rénovation énergétique (Sare), neuf régions se sont engagées à mettre en place aux côtés de l'État des guichets d'accompagnement des ménages désirant rénover leur logement. Par ailleurs, le programme Actee 2 dédié à la rénovation énergétique des bâtiments des collectivités et doté de 100 millions d'euros a été officiellement lancé ce 1er juillet.

### Quand le budget est aussi mis au service du climat / VILLEDIEU CLEMENCE

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 06/07/2020, n° 2522, p. 43

Métropole européenne de Lille (Nord) 95 communes 1,18 million d'hab.

Le budget aide les élus locaux dans leurs choix en analysant les dépenses à la lumière des exigences environnementales.

### " Chaque projet ayant un impact sur le climat devra faire l'objet d'une évaluation en amont " /

#### **Corinne Le Quéré**

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 06/07/2020, n° 2522, p. 10

A l'approche de la publication du rapport annuel 2020 du Haut Conseil pour le climat, sa présidente, Corinne Le Quéré, propose quelques pistes aux collectivités pour contribuer à une relance verte. Entretien.

### Zones à faibles émissions : une dizaine de nouveaux territoires concernés en 2021 /

#### **GARRIGUES Arnaud**

Lagazettedescommunes.com, 03/07/2020

La ministre de la Transition écologique et solidaire a annoncé le 2 juillet lors du Conseil national de l'air que de nouvelles zones à faibles émissions seraient déployées dans une dizaine de territoires. Un décret est attendu pour en préciser le cadre.

### **L'éolien terrestre en quête du second souffle**

Environnement magazine, 01/07/2020, n° 1781, p. 18-25

La Programmation pluriannuelle de l'énergie fixe un objectif de production, en 2028, de 33,2 à 34,7 GW pour l'éolien terrestre, contre 16 GW aujourd'hui. Cette croissance, indispensable à la transition énergétique, ne se fera pas sans garde-fou et la filière, déjà très réglementée, s'est lancée dans un processus d'amélioration continue pour que s'érigent des projets exemplaires et participatifs, dans lesquels les territoires jouent pleinement leur rôle.

### Des membres du gouvernement enterrent plusieurs mesures phares de la Convention citoyenne pour le climat / D'ALLENS GASPARD

Reporterre.net, 01/07/2020

À peine 24 heures après le discours d'Emmanuel Macron à l'Élysée, les propositions de la Convention citoyenne pour le climat ont déjà du plomb dans l'aile.

### Guichets pour la rénovation énergétique : neuf régions couvertes / DELACORNE BASILE

Batiactu.com, 01/07/2020

CONTRACTUALISATION. Le Service d'accompagnement pour la rénovation énergétique (Sare), lancé par l'État en septembre 2019, a fait l'objet d'une contractualisation dans neuf régions. L'objectif est de couvrir tout le territoire avant la fin de l'année.

### Economisons l'éclairage public / GONTHIEZ N

Ademe.fr, 07/2020, 2p.

Les premières pistes pour maîtriser votre consommation d'électricité liée à l'éclairage public de manière à éclairer "juste": 'Là où il le faut, quand il le faut, pas plus qu'il ne le faut.'

### **Le stockage et les réseaux** / RAP

Journal des énergies renouvelables (le), 07/2020, n° Hors-série, juillet 2020, p.4-48

- Stocker l'électricité : pourquoi, comment?
- Des technologies entre capacité et puissance
- L'eau, l'alliée de l'électricité solaire
- Stockage résidentiel : astuce ou arnaque?
- Stockage virtuel : un nouvel outil dédié à l'autoconsommation
- Tertiaire : rentabiliser ses batteries

- L'alimentation électrique d'un village sécurisé
- Stockage via l'hydrogène : la possibilité des îles
- La micro-Step en zone isolée
- Véhicule-to-grid, pour après-demain
- Les batteries s'offrent une seconde vie au soleil
- Batteries lithium-ion : vertueuses mais pas si vertes
- Batteries: les promesses d'un stockage plus "écologique"

**Contrat d'objectifs territorial énergie climat à Perpignan méditerranée métropole (66) / COTTINEAU S.**

Ademe.fr, 07/2020, 2p.

La stratégie adoptée par Perpignan Méditerranée Métropole vise à couvrir d'ici à 2050 ses consommations d'énergie par la production d'énergie renouvelable.

Dans ce contexte, le Contrat d'Objectif Territorial Énergie Climat (COTEC) signé avec l'ADEME pour une durée de 40 mois (septembre 2016 à janvier 2020) constitue un outil permettant d'accélérer la dynamique locale.

**Stockages d'énergie : la compétitivité déterminera leur place parmi les autres solutions de flexibilité / FABREGAT SOPHIE**

Actu environnement, 07/2020, n° 404, p.24-25

Une étude publiée par la Commission européenne évalue les besoins en flexibilité des systèmes énergétiques décarbonés. Batteries et électrolyseurs auront un rôle important, à moins que d'autres solutions de flexibilité ne soient plus compétitives.

**Convention citoyenne pour le climat : ce qu'il faut retenir des annonces d'Emmanuel Macron / GUEZ ARIEL**

Publicsenat.fr, 29/06/2020

Un référendum d'ici 2021, un plan de relance avec un important volet écologique et l'exclusion du débat sur la limitation à 110 km/h sur les autoroutes : Publicsenat.fr fait le point sur les principales annonces faites par Emmanuel Macron devant les citoyens tirés au sort de la Convention citoyenne

**Hydrogène pour la transition énergétique : est-on obligé de le fabriquer ? / MORETTI**

ISABELLE, 28/06/2020

La mobilité hydrogène se développe et est affichée "verte". Mais l'hydrogène, le dihydrogène en fait, H<sub>2</sub>, est fabriqué à 95 % en émettant du CO<sub>2</sub> à partir d'hydrocarbures ou en les brûlant.

Certains procédés consistent à séparer le carbone de l'hydrogène dans les hydrocarbures (CH<sub>4</sub> pour le gaz naturel) d'autres utilisent l'électrolyse pour séparer l'hydrogène de l'oxygène dans l'eau H<sub>2</sub>O, mais avec de l'électricité encore souvent carbonée. À l'inverse, depuis quelques années, au Mali, un village est électrifié grâce à la production d'hydrogène "natif", ou "naturel": celui qu'on trouve dans le sous-sol.

Cette source d'hydrogène pourrait-elle être une alternative généralisable ?

**Bilan thématique Énergies marines renouvelables - Edition 2020**

**Programme d'investissements d'avenir (PIA) / DURAND YVONNICK**

Ademe.fr, 06/2020, 7 p.

Ce bilan présente les chiffres-clés et les projets phares issus des appels à projets lancés par l'ADEME sur la thématique Énergies marines renouvelables du Programme d'investissements d'avenir.

Les projets accompagnés par ces appels à projets couvrent les principaux thèmes des Énergies marines renouvelables (EMR) :

- l'éolien offshore flottant
- l'hydrolien marin et fluvial
- l'énergie houlomotrice
- l'énergie thermique des mers

**Ce que l'adaptation au changement climatique veut dire**

Urbanisme, 04/2020, n° 417, p. 28-30

Il s'agit d'un processus dual, itératif et inscrit dans le temps. Éclairages par l'énergie et le confort.



**Un nouveau droit entre le régalien et le transnational : le droit climatique** / HUGLO CHRISTIAN  
Politiques et management public, 01/2020, n° 1, p. 129-145

En droit, évoquer le transnational, c'est souligner la perte de monopole de l'État, sur la scène internationale et l'importance prise par la société civile. L'évolution du droit de l'environnement illustre particulièrement ce point. En n'assumant pas ses responsabilités dans le domaine climatique, l'État a effectivement conduit la société civile à créer le droit dont l'humanité a besoin. D'une part, les circonstances particulières créées par le réchauffement climatique et, d'autre part, la défaillance du droit international public et des droits étatiques ont rendu ce droit transnational nécessaire. Cependant, les actions en justice ne permettent pas, à elles seules, d'aboutir à l'affirmation d'un nouvel état du droit mondial, malgré l'intérêt d'initiatives de la société civile telles que la création d'une Déclaration universelle des droits et des devoirs de l'humanité ou la création du Tribunal Monsanto.

### 3. VOIRIE INFRASTRUCTURES

---

#### 3.1 Patrimoine de voirie

**Annnonce des 8 lauréats de l'édition 2020 de l'appel à projets d'innovation « Routes et Rues »**  
IDRRIM, consulté le 27/08/20

L'appel à projets d'innovation « Routes et Rues » a retenu pour l'année 2020 les quatre thèmes suivants :

- Construction et entretien du patrimoine Routes et Rues,
- Préservation et modernisation des ouvrages d'art existants,
- Usage et gestion optimisés des infrastructures de transport en milieux urbains et inter-urbains,
- Préservation de la biodiversité et de la qualité des eaux.

8 propositions concrètes innovantes ont été retenues.

[www.idrrim.com/Innovation/programmes-nationaux/comite-innovation-routes-rues-cirr/laureats\\_2020.htm](http://www.idrrim.com/Innovation/programmes-nationaux/comite-innovation-routes-rues-cirr/laureats_2020.htm)

**Terrassements. Le Rhône prend du recul** / WANAVERBECQ CHRISTIANE

Moniteur des travaux publics et du bâtiment (le), 07/08/2020, n° 6096, p.26-27

Entre Arles et Tarascon, une digue de 10 km est édiflée en retrait d'un remblai ferroviaire avec des matériaux du site.

**L'asphalte des routes toxique en présence de certaines conditions météorologiques ?** /

DEMEURE YOHAN

Sciencepost.fr, 06/08/2020

Des chimistes étasuniens ont mené une expérimentation suggérant une toxicité de l'asphalte des routes. Sous l'effet du soleil, mais également de l'eau, les hydrocarbures présents dans l'asphalte peuvent s'échapper. Il s'agirait alors d'une menace pour l'environnement, mais également pour les usagers de la route.

**Infrastructures routières : s'adapter au changement climatique, une nécessité !** / CEREMA

Cerema.fr, 03/08/2020

Les infrastructures de transport sont dimensionnées sur la base de paramètres climatiques, pour minimiser leurs impacts. Or ces paramètres évoluent avec le changement climatique : les vulnérabilités des infrastructures à court et moyen terme sont en train d'évoluer : il faut agir !

**Mission sur la sécurité des ponts en France : les communes peinent à "mobiliser l'ingénierie" nécessaire pour un patrimoine vieux "de 60 à 70 ans", dit un sénateur**

Francetvinfo.fr, 03/08/2020

Faute de moyens suffisants, affirme le député PS Michel Dagbert, les maires sont souvent contraints "d'interdire l'accès au pont, ce qui provoque le mécontentement de leurs citoyens".

**Ouvrages d'art de rétablissement des voies des collectivités : le recensement final est publié /**  
LENORMAND ANNE

Localtis.info, 29/07/2020

Le ministre délégué chargé des transports a annoncé ce 28 juillet la publication du recensement des ouvrages d'art de rétablissement des voies des collectivités territoriales. Cet inventaire est nécessaire pour mettre en œuvre les dispositions de la loi Didier de 2014 qui prévoit d'accompagner les collectivités en répartissant les responsabilités et les charges financières relatives à ces ouvrages.

<https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/mise-en-oeuvre-loi-didier-recensement-des-ouvrages-dart-retablissement-des-voies>

**Biodiversité : requalifier les infrastructures linéaires de transports /** BRETAUD JEAN-FRANCOIS

Lagazettedescommunes.com – Club Techni.cités, 23/07/2020

La transparence écologique d'une infrastructure désigne son niveau de perméabilité au regard des déplacements vitaux de la faune. La mise à niveau des infrastructures les plus anciennes est un enjeu majeur de l'efficacité de la politique nationale des trames verte et bleue.

**L'espace public entre en résilience**

Moniteur des travaux publics et du bâtiment (le), 17/07/2020, n° 6093

A l'issue du confinement, les villes ont su remanier en toute hâte leur voirie pour faciliter les mobilités douces et surtout la pratique du vélo. Mais il devient impératif de repenser aussi la place de la marche à pied.

**Un nouveau de type de pylône pour les lignes électriques à très haute tension**

Localtis.info, 16/07/2020

Doté d'un mât central haut de 70 mètres, avec une résistance au vent de 194 km/h, ce nouveau pylône a notamment une emprise au sol moindre et vise une meilleure insertion dans le paysage.

**Routes et ponts : comment sortir de l'ornière ? [Dossier] /** NEDEY FABIENNE

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 13/07/2020, n° 2523, p. 28-33

Dossier :

- On ne voit toujours pas venir le plan Marschall tant attendu

<https://www.lagazettedescommunes.com/688399/routes-et-ponts-on-ne-voit-toujours-pas-venir-le-plan-marshall-tant-attendu/?abo=1>

**Prévention des endommagements de réseaux : la réglementation tire les leçons d'une série d'accidents**

Localtis.info, 06/07/2020

Plusieurs fois refondue au gré des retours d'expérience, la réglementation "anti-endommagement", qui encadre depuis 2012 les travaux effectués à proximité des réseaux à risque, connaît une nouvelle série d'ajustements. Un décret et un arrêté, parus ce 4 juillet, oscillent ainsi entre allègement des procédures administratives et surveillance accrue des ouvrages.

**Arrêté du 3 juillet 2020 portant modification de l'arrêté du 5 mars 2014 définissant les modalités d'application du chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement et portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques**

Journal officiel de la République française. Lois et décrets, 04/07/2020, n° 164

Cet arrêté introduit des exigences supplémentaires concernant les plans de surveillance et de maintenance (PSM) et introduit les canalisations « flexibles » pour lesquelles un guide professionnel précisera les dispositions applicables. Il supprime la notion de « dent creuse » pour l'implantation de nouveaux ERP et IGH à proximité des ouvrages de transport. En outre, des simplifications sont apportées avec l'introduction du réexamen quinquennal des études de danger (mise à jour si évolution des conditions d'exploitation ou d'environnement), la réactualisation des SUP à l'occasion de la mise à jour de l'étude de dangers, ainsi que la suppression de la transmission du dossier de mise en service au service chargé du contrôle.

### Décret n° 2020-843 du 3 juillet 2020 portant diverses dispositions d'adaptation des règles relatives à la sécurité et à l'autorisation des canalisations de transport et de distribution

Journal officiel de la République française. Lois et décrets, 04/07/2020, n° 164

Ce décret prévoit des ajustements de la procédure d'autorisation. Les canalisations qui ne font l'objet ni d'une étude d'impact, ni d'une enquête publique (longueur inférieure à 2 km et produit de la longueur par le diamètre externe inférieur à 500 m<sup>2</sup>) ne font plus l'objet d'une autorisation lorsque de surcroît leur pression maximale en service est inférieure à 4 bar. Le décret transfère la compétence de délivrance de l'autorisation au préfet (sauf pour les canalisations transfrontalières ou relevant de la défense nationale), et limite le nombre de consultations obligatoires. Il introduit par ailleurs d'autres ajustements concernant notamment les procédures de modification, les servitudes d'utilité publique « risque », les études de dangers, la mise à jour des données cartographiques, ainsi que le dossier de mise en service.

### **Une solution innovante pour le retraitement en place d'une chaussée polluée. Fiche n°4 de la série Voirie, espaces publics : solutions économes / COLLECTIF**

Cerema.fr

Cerema, 07/2020, 8 p.

La gestion des matériaux pollués de chaussées accroît considérablement les dépenses liées aux seuls travaux d'entretien. Pour faire face à cette problématique, le conseil départemental de Saône-et-Loire (CD 71) s'est orienté vers un procédé innovant de réemploi de matériaux pollués mis au point par l'entreprise Eiffage Route. En plus de maîtriser les risques sanitaires, cette technique a répondu aux objectifs de maîtrise des coûts du chantier tout en limitant fortement son impact environnemental.

### Bilan environnemental 2019

Routesdefrance.com, 07/2020

Les principaux acteurs de la conception, réalisation et maintenance des infrastructures routières, voiries et espaces publics se sont engagés, à travers une Convention d'Engagement Volontaire (CEV) signée en 2009, à concevoir, construire et entretenir des infrastructures respectueuses de l'environnement.

Depuis 2011, un bilan environnemental est publié chaque année par Routes de France afin d'évaluer les retombées de la convention d'engagement, à partir de différents indicateurs quantitatifs. Ce bilan environnemental relatif aux données de l'année 2019 permet de constater l'évolution des pratiques de la profession routière par rapport aux principaux objectifs de la CEV.

### S'adapter au changement climatique, une nécessité !

Cerema.fr, 07/2020

Les infrastructures de transport sont dimensionnées sur la base de paramètres climatiques, pour minimiser leurs impacts. Or ces paramètres évoluent avec le changement climatique : les vulnérabilités des infrastructures à court et moyen terme sont en train d'évoluer : il faut agir !

### **Mesures de localisation, Investigations complémentaires, Opérations de localisation**

Observatoire national DT-DICT, 10 juin 2020

L'Observatoire national DT-DICT a publié une fiche qui permet de différencier les ML, IC, OL pour des travaux à proximité des réseaux. Ces dernières visent à améliorer la connaissance de la position des ouvrages sensibles en phase étude et/ou en phase travaux.

<https://www.observatoire-national-dt-dict.fr/mesures-de-localisation-investigations-complementaires-operations-de-localisation/>

### **Projet Biorepavation : évaluation de solutions de recyclage d'enrobés bitumineux employant des produits biosourcés / COLLECTIF**

Revue générale des routes et de l'aménagement, 06/2020, n° 973, p.67-73

Cet article présente les résultats de l'essai manège réalisé dans le cadre du projet européen Biorepavation. L'objectif de ce projet était d'évaluer des solutions techniques associant l'emploi d'un fort taux d'agrégats d'enrobés et de produits organiques biosourcés. L'essai accéléré en vraie grandeur a permis de montrer le très bon comportement de ces enrobés innovants.

**IA et sécurité routière : l'expérience de Citilog sur le viaduc de Millau / GUYON JEAN-MARIE, MICHEL ERWAN**

Revue générale des routes et de l'aménagement, 06/2020, n° 973, p.56-57

Élément d'infrastructure critique du réseau autoroutier national et, au-delà du réseau européen, reliant le nord de l'Europe à la Méditerranée et à la péninsule ibérique, le viaduc de Millau a été mis en service le 16 décembre 2004. Ce pont à haubans d'une longueur totale de 2460 mètres, dont la pile la plus haute culmine à 343 mètres, a nécessité 13 ans d'études et 3 ans de construction. Le viaduc de Millau a été le premier site français à bénéficier des dernières évolutions technologiques de Citilog avec mise en œuvre du "deep learning" ( apprentissage profond).

**Solution Flowell : comment évaluer son apport à la sécurité des usagers de la route ? /**

ORLIANGES EMMANUEL, CHAUMONT STEPHANIE

Revue générale des routes et de l'aménagement, 06/2020, n° 973, p.52-55

La mobilité et, par voie de conséquence, les infrastructures nécessaires à la mobilité évoluent de manière significative depuis quelques années. La route dite « intelligente » ou de "5ème génération" est souvent assimilée à une infrastructure ultra-connectée équipée de capteurs capables de guider les véhicules autonomes; pourtant de même que l'intelligence humaine revêt des formes différents, l'intelligence de la route peut se manifester de diverses façons et notamment peut être mise au service des usagers qui se déplacent...à pied!

**Monitoring des infrastructures routières : évaluation d'une solution innovante / COLLECTIF**

Revue générale des routes et de l'aménagement, 06/2020, n° 973, p.47-51

L'université Gustave Eiffel, le LPICM (Laboratoire de physique des interfaces et des couches minces, UMR École polytechnique et CNRS) et les sociétés Altaroad et Eiffage Route ont entrepris de déployer sur le terrain une nouvelle technologie de pesage du trafic et d'évaluation de son impact sur la chaussée. Après des essais préliminaires en laboratoire, un premier chantier expérimental, visant à éprouver cette nouvelle technologie, a été réalisé à Corbas (69). Cet article s'intéresse aux premiers résultats de cette expérimentation.

**Les équipementiers au cœur de la mobilité connectée / VICK JULIEN**

Revue générale des routes et de l'aménagement, 06/2020, n° 973, p.44-46

Plus sûre, plus confortable, la mobilité connectée, en cours de déploiement, dépend pour une large part de la signalisation qui l'entourne. Ce rôle se renforce de jour en jour.

**"Végétaliser : Agir pour le rafraîchissement urbain - Les approches variées de 20 projets d'aménagement", ADEME, Ils l'ont fait, juin 2020 - 44 p.**

Les 20 projets présentés illustrent, de manière non exhaustive, la diversité des approches possibles, portées dans des collectivités de toute taille et dans des contextes territoriaux, climatiques et sociaux variés. Ces projets sont détaillés dans 20 fiches illustrant comment le rafraîchissement urbain et la revégétalisation s'opèrent sur le terrain en présentant des enseignements utiles pour d'autres territoires. Voir en particulier la fiche n°6 : Une « autoroute urbaine » transformée : le cas de la rue Garibaldi à Lyon.

**Mobilité en période de crise sanitaire / ALFANDARI ELSA**

Revue générale des routes et de l'aménagement, 06/2020, n° 973, p.10-15

Après deux mois d'immobilisation forcée due à l'épidémie de Covid-19, la question du déplacement occupe une place centrale au cœur du déconfinement. La révolution de la mobilité, déjà amorcée avant la mise en quarantaine, s'est accélérée au temps de la pandémie. Dans un monde bouleversé par la crise sanitaire, les citoyens semblent privilégier encore davantage les solutions de mobilité actives (la marche et le vélo), encouragées par l'État et les municipalités, qui ont dû aménager les voiries à la hâte à l'approche de la fin du confinement.

**Tout le monde sur le pont / MAILLARD CAROL**

Cahiers techniques du bâtiment (les), 06/2020, n° 387, p. 50-53

Les multiples contraintes du site, liées aux voies ferroviaires de la gare d'Austerlitz, ont modelé la forme de cet édifice de franchissement dont la structure mixte et complexe l'apparente à un ouvrage d'art.

### **Power road : les réseaux sous la route / BATTAGLINI SEBASTIEN**

Réseaux lignes et canalisations : VRD, 05/2020, n° 260, P.36-37

La ville d'Egletons, très connue dans le milieu de la construction pour ses écoles de formation incomparable, s'est engagé dans un "plan campus" pour garder ses établissements en synergie. Ce plan consiste en une réfection de voiries. Au travers d'un dialogue compétitif, la ville s'est engagée à mettre en place des solutions innovantes. Parmi elles, on trouve le procédé Power Road. Nous sommes allés sur place.

### **Favoriser l'innovation routière au sein d'un département / BUSSONE KARINE, JAUMARD DOMINIQUE**

Revue générale des routes et de l'aménagement, 05/2020, n° 972, p.84-87

Dans le domaine de la construction routière, l'innovation doit parvenir à mobiliser tous les acteurs pour réussir, car l'expérimentation en vraie grandeur, qui n'est pas du seul ressort des entreprises, est une phase cruciale dans le processus. Dans ce contexte, pourquoi et comment favoriser l'innovation routière au sein d'un département? Le Département de l'Hérault, qui s'est positionné de longue date comme un acteur dans ce domaine en incitant la profession à imaginer de nouvelles techniques au bénéfice de l'environnement et du cadre de vie, propose quelques réponses à ces questions.

## **3.2 Eau et assainissement**

### **Corse: la Région lance une campagne de communication pour une gestion responsable de l'eau**

Regions-france.org, 20/08/2020

Le Président du Conseil exécutif de Corse, Gilles Simeoni, et les Présidents des Offices et Agences de la Collectivité de Corse, ont présenté ce jeudi 30 juillet, à 14h00, au Palazzu di a Cullettività di Corsica à Aïacciu, la campagne de communication publique visant à sensibiliser la population pour une pratique responsable de la gestion de l'eau en Corse.

### **Compétence préservation de la ressource en eau potable : le décret en consultation /**

LAPERCHE DOROTHEE

Actu-environnement.com, 20/08/2020

Le projet de décret qui encadre la mission non obligatoire de la préservation de la ressource des services d'eau potable est en consultation jusqu'au 13 septembre.

### **Milieux aquatiques : la Commission européenne publie la nouvelle liste des polluants à surveiller /**

LAPERCHE DOROTHEE

Actu-environnement.com, 20/08/2020

La Commission européenne a actualisé la liste de vigilance des polluants à surveiller dans les milieux aquatiques. Celle-ci rassemble les substances hautement toxiques mais pour lesquelles des données de surveillance sont insuffisantes pour déterminer le risque réel.

### **Décret n° 2020-1062 du 17 août 2020 relatif aux comités de bassin**

Journal officiel de la République française. Lois et décrets, 18/08/2020, n° 201

Ce décret fait évoluer les articles D. 213-17, D. 213-19 et D. 213-20 du code de l'environnement relatifs aux comités de bassins afin de tenir compte des ajustements apportés par l'article 34 de la loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 relative à la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages à la composition des comités de bassin de métropole (hors Corse).

Le décret introduit également la déconcentration des nominations des membres des comités de bassin au préfet coordonnateur de bassin. Il introduit des dispositions visant à favoriser le renouvellement des membres. Il apporte enfin des précisions sur le fonctionnement des comités de bassin.

### **Saône : "50 projets pour lutter contre le réchauffement climatique"**

Sauvonsleau.fr, 17/08/2020

À mi-parcours de son exécution, le Contrat de rivière Saône s'est enrichi d'un avenant pour la période 2020-2021, comprenant un plan d'action actualisé et une gouvernance revue. Explications de Dominique Girard, président du Comité de rivière.



### [\[Vidéo\] A la traque du coronavirus dans les eaux usées](#)

Environnement-magazine.fr, 17/08/2020

Prélever les eaux usées pour détecter le coronavirus. En avril dernier, cela avait permis de détecter le virus avant même que les hôpitaux n'accueillent les premiers malades. Comment ça marche ? L'équipe d'Environnement TV s'est rendue au laboratoire d'Eau de Paris.

### [Gestion intégrée de l'eau en milieu urbain : une série de fiches du Cerema](#)

Cerema.fr, 17/08/2020

Alors que la préservation de la ressource en eau devient une priorité, la démarche de gestion de l'eau pluviale en ville proposée par le Cerema vise à respecter au mieux le cycle de l'eau pour faciliter son infiltration au plus près de là où elle tombe. Ces fiches présentent une méthode d'évaluation des services écosystémiques apportés par ces aménagements.

### [" La France doit sortir d'une gestion de l'eau basée sur l'abondance "](#)

Lesechos.fr, 14/08/2020

Matthieu Baïssset, directeur technique d'imaGeau, une start-up spécialisée dans les données sur les réserves en eau, souligne le caractère exceptionnel de l'enchaînement des années de sécheresse.

### [La Vendée teste le réemploi des eaux usées pour son eau potable](#) / CHAUVOT Myriam

Echos (les), 10/08/2020, p. 14

Aux Sables-d'Olonne, le service public d'eau potable Vendée Eau lance une expérience, sans précédent en Europe, pour produire de l'eau potable à partir des rejets de la station d'épuration locale. Face au manque d'eau croissant l'été, le « projet Jourdain » retient toutes les attentions.

### [Restauration écologique des cours d'eau : les actions des Agences de l'eau](#)

Enimmersion-eau.fr, 05/08/2020

Depuis plus de 20 ans, les Agences de l'eau ont développé une réelle expertise sur les projets d'aménagement des cours d'eau. Concrètement, que font-elles ? Quelles sont les actions qui permettent de rétablir la continuité écologique des cours d'eau ?

### [Arrêté du 24 juillet 2020 modifiant l'arrêté du 18 janvier 2018 relatif aux matériaux et objets étamés destinés aux installations de production, de distribution et de conditionnement qui entrent en contact avec l'eau destinée à la consommation humaine](#)

Legifrance.gouv.fr, 05/08/2020

L'article 10 de la directive n° 98/83/CE relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine demande aux Etats membres de prendre des dispositions afin de garantir que les produits entrant en contact avec l'eau ne présentent pas de risque pour la santé des consommateurs. Conformément à l'article R. 1321-48 du code de la santé publique, le présent arrêté fixe les dispositions spécifiques pour les matériaux et objets étamés entrant en contact avec l'eau destinée à la consommation humaine afin de garantir leur innocuité et établit la nature des preuves permettant d'attester du respect de ces dispositions.

### [Réserves d'eau souterraine : des cartes pour mieux comprendre la sécheresse](#) /

SCHOMBURGK SUSANNE

TheConversation.com, 04/08/2020

Des périodes de sécheresse plus fréquentes et plus intenses, voilà l'une des conséquences du réchauffement climatique global dont la France souffre désormais chaque été. Le Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM) publie chaque début de mois des cartes commentées sur l'évolution mensuelle des ressources en eau pour la France métropolitaine.

### [Décret n° 2020-954 du 31 juillet 2020 relatif aux agences de l'eau](#)

Journal officiel de la République française. Lois et décrets, 02/08/2020, n° 189

Ce décret modifie la composition des conseils d'administration des agences de l'eau pour prendre en compte les évolutions apportées aux collèges des comités de bassin et aux modalités de désignation en leur sein des membres des conseils d'administration des agences de l'eau définies par la loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 relative à la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages. Il complète et précise les articles R. 213-33 et R. 213-35 du code de l'environnement concernant la nomination des membres des conseils d'administration des agences de l'eau.

Le décret prolonge ou interrompt également les mandats actuels des membres des conseils d'administration jusqu'à fin 2020 afin d'en permettre le renouvellement.

Enfin, ce décret est l'occasion d'actualiser les textes concernant les comités de bassin par la prise en

compte de la déconcentration des nominations de leurs membres et de l'abrogation du décret du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif.

### Publication du référentiel BD TOPAGE

Zones-humides.org, 31/07/2020

La BD TOPAGE est le nouveau référentiel hydrographique français, qui fait suite à la BD CARTHAGE. Elle est le fruit d'une collaboration entre l'IGN et l'OFB. Cette modernisation répond aux nouveaux besoins des acteurs de l'eau, et permet de mieux tenir compte des progrès techniques : sa précision est améliorée en comparaison de CARTHAGE. Elle est conforme avec la directive INSPIRE, et compatible avec le RGE (référentiel à grande échelle de l'IGN). Ce nouveau référentiel contient 8 jeux de données :

- les cours d'eau,
- les plans d'eau,
- les tronçons hydrographiques,
- les surfaces élémentaires,
- les noeuds hydrographiques (sources et exutoires),
- les limites terre-mer,
- les bassins hydrographiques,
- les bassins versants topographiques.

<https://bdtopage.eaufrance.fr/>

### Restauration des cours d'eau

Enimmersion-eau.fr, 31/07/2020

Dossier:

- Restauration des cours d'eau : et s'ils se la coulaient douces?
- 7 bonnes raisons de restaurer un cours d'eau
- Restaurations des cours d'eau : les définitions du mois !
- Restaurer les cours d'eau : pourquoi revenir sur les aménagements du passé?
- Restauration des cours d'eau : les chiffres clés par bassin?
- Quelles sont les conséquences de l'aménagement des cours d'eau?

### Les cyanobactéries toxiques prolifèrent dans les étendues d'eau / KOKABI ALEXANDRE-REZA

Reporterre.net, 25/07/2020

La prolifération des cyanobactéries dans les étendues d'eau représente un danger pour la santé des humains et des animaux, au point que les autorités ferment régulièrement des points d'eau devenus toxiques. Empêchant jeunes et moins jeunes qui ne peuvent aller à la mer de se baigner. En cause : le changement climatique et les apports d'azote et de phosphate dus aux activités humaines.

### À Rennes, Terres de sources veut protéger l'eau tout en aidant les agriculteurs / LALLOUET

GEFFROY JULIE

Reporterre.net, 24/07/2020

Soutien aux filières locales grâce aux marchés publics, tarification sociale pour une alimentation accessible à tous, diminution des pesticides... À Rennes, pour préserver les ressources en eau, la métropole accompagne les agriculteurs situés à proximité des captages via l'ambitieux dispositif Terres de sources.

### Le Cerema accompagne les collectivités dans la définition de leurs stratégies foncières pour la protection des captages d'alimentation en eau potable

Cerema.fr, 23/07/2020

En France, 60% de l'eau distribuée dans les réseaux d'eau potable provient de captages d'eau souterraine. Un grand nombre de ces captages sont soumis à des pollutions diffuses liées à la présence de nitrates ou de pesticides. Dans ce cadre-là, le Cerema développe un outil permettant d'accompagner les collectivités pour la définition des stratégies foncières utiles à la protection ou à la reconquête qualitative de ces captages.

### Restauration des cours d'eau : et s'ils se la coulaient douce ?

Enimmersion-eau.fr, 22/07/2020

Les cours d'eau constituent des écosystèmes fragiles, dont l'équilibre dynamique a été bousculé par de nombreux aménagements, réalisés dans l'objectif de faciliter les activités humaines. Aujourd'hui, ces aménagements révèlent des pressions face auxquelles l'homme doit faire face différemment, dans l'objectif de rétablir un fonctionnement naturel des milieux. La restauration écologique des cours d'eau est une démarche qui permet de restituer un écosystème donné, et donc de rendre à ce dernier toutes ses fonctions. Car oui, les cours d'eau ont de nombreux rôles !

### **Le Grand Lyon analyse ses eaux usées / VIGNE LEPAGE VERONIQUE**

Lagazettesdescommunes.com – Club Techni.cités, 21/07/2020

Pour prouver que les égoutiers ne devraient pas être les seuls agents de l'assainissement éligibles à la catégorie insalubre, la Métropole de Lyon conduit une étude au long cours sur ses eaux usées.

### **Gestion de la sécheresse : 2020, l'année de l'amélioration ? / LAPERCHE DOROTHEE**

Actu-environnement.com, 20/07/2020

Certaines propositions des missions qui ont travaillé sur la gestion de la sécheresse en France ont été retenues par le ministère de la Transition écologique. Parmi elles, la « pérennisation » des comités sécheresse en comités ressources en eau.

### Sécheresse et suivi des assises de l'eau au programme du Comité national de l'eau

Localtis.info, 17/07/2020

Un an après la clôture de la seconde phase des Assises de l'eau, le Comité national de l'eau (CNE), chargé de suivre les mesures qui en sont issues, s'est réuni le 16 juillet en présence de la nouvelle ministre de la Transition écologique, Barbara Pompili. Outre ce bilan des assises, ce fut aussi l'occasion de parler de l'avancement des projets de territoire pour la gestion de l'eau (PTGE) et de la situation hydrologique, dans un contexte de début de sécheresse et de tensions croissantes sur la ressource en eau.

### Droit de préemption « ressources en eau » : après la loi, que prévoit le projet de décret ? /

LANDOT ERIC

Blog.landot-avocats.net, 16/07/2020

Ce que prévoit la loi du 27 décembre 2019.

### Cartographier une nature "hybride". Les enjeux de la nouvelle cartographie des cours d'eau en France / DE LA CROIX KEVIN, GERMAINE MARIE-ANNE, VERHAEGHE NICOLAS

Metropolitiques.eu, 13/07/2020

Les rivières disparaissent-elles de la carte ? Leur cartographie en cours dévoile des conceptions de la nature guidées par des objectifs opposés : protection des milieux aquatiques et de la santé publique contre exploitation agricole intensive.

### Covid-19 : l'Agence de l'eau Loire Bretagne propose des appels à projet pour relancer l'activité

/ LAPERCHE DOROTHEE

Actu-environnement.com, 13/07/2020

Le conseil d'administration de l'Agence de l'eau Loire-Bretagne a adopté des mesures d'aide à hauteur de 80 millions d'euros pour accompagner la reprise des activités du secteur de l'eau.

### **Comment le secteur de l'eau aborde la reprise d'activité / LAPERCHE DOROTHEE**

Actu-environnement.com, 09/07/2020

La période de confinement et la crise sanitaire ont mis à l'arrêt ou reporté de nombreux chantiers ou études dans le secteur de l'eau. Différents leviers sont attendus par les acteurs du secteur pour accompagner la reprise. Tour d'horizon des possibles.

### Droit de préemption sur les aires de captage d'eau : la mise en place du nouvel outil se précise

/ MARCANGELO LEOS PHILIE

Localtis.info, 09/07/2020

Afin d'assurer la protection des captages d'eau, les collectivités territoriales disposent désormais d'un droit de préemption sur les surfaces agricoles sises dans l'aire d'alimentation. Les modalités de cet outil complémentaire pour assurer une eau potable de qualité sont précisées dans un projet de décret soumis à la consultation du public jusqu'au 16 août prochain.

**Virus de la Covid-19 dans les eaux usées : le dispositif de surveillance pourrait devenir pérenne** / LAPERCHE DOROTHEE

Actu-environnement.com, 09/07/2020

Un montant maximum de 3 millions d'euros du ministère de la Recherche va soutenir le suivi du virus Sars-CoV-2 dans les eaux usées. Ce dernier pourrait devenir pérenne afin de donner l'alerte en cas de résurgence de la pandémie.

**Inondations : Anticiper ou contenir l'eau** / PLOYE FRANCOIS

Batiactu.com, 06/07/2020

Architectes et urbanistes savent que le bâti peut être durement éprouvé par les inondations. Il est possible de parer efficacement à ce risque dans la construction neuve. La transformation s'avère quant à elle plus complexe.

**Inondations: Un quartier conçu pour être résilient** / PLOYE FRANCOIS

Batiactu.com, 06/07/2020

En juin 2016, le nouveau quartier Matra à Romorantin (41) a été totalement inondé par une crue qui a dépassé le niveau historique de la crue centennale de 1910, et ce, sans subir de destruction matérielle.

**Près de Sète, on expérimente l'eau de boisson purifiée par le soleil**

Midi-libre, 06/07/2020

La société Agile Water installée au coeur du domaine du Sesquier, à Mèze, teste un système prometteur.

Peut-on rendre l'eau potable avec seulement un panneau solaire ? Oui, si l'on en croit l'expérimentation en cours à Mèze.

**Eau potable : une proposition de loi pour protéger les zones ressources** / LAPERCHE DOROTHEE

Actu-environnement.com, 02/07/2020

La proposition de loi relative à la sauvegarde des ressources en eau potable pour les générations futures veut protéger au-delà des périmètres de protection des captages

**Décret n° 2020-828 du 30 juin 2020 modifiant la nomenclature et la procédure en matière de police de l'eau**

Legifrance.gouv.fr, 02/07/2020, n° 209-210

le décret modifie la nomenclature relative aux installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA) ayant une incidence sur l'eau ou le fonctionnement des écosystèmes aquatiques, dite nomenclature « loi sur l'eau », dans un objectif de simplification des procédures applicables. Cette réforme clarifie les périmètres de plusieurs rubriques, aborde de façon plus globale les enjeux environnementaux des projets en regroupant des rubriques concernant une même thématique et modifie la procédure applicable à certains projets. Elle porte sur les thématiques suivantes : assainissement, stockage de boues, rejets, plans d'eau et création d'une nouvelle rubrique relative à la restauration des fonctionnalités naturelles des milieux aquatiques afin d'alléger la procédure pour les projets favorables à la protection des milieux. Le décret désigne également l'autorité compétente pour définir la liste des agglomérations d'assainissement au sens de la directive relative au traitement des eaux urbaines résiduaires, et institue un registre dématérialisé pour les propriétaires des systèmes d'assainissement destinés à collecter et traiter une charge brute de pollution organique, au sens de l'article R. 2224-6 du code général des collectivités territoriales, inférieure ou égale à 12 kg et supérieure à 1,2 kg.

**Le gouvernement revisite la nomenclature eau, les procédures et certaines prescriptions techniques, notamment en matière d'assainissement** / LANDOT YANN

Transitions.landot-avocats.net, 02/07/2020

Le gouvernement a adopté un chapelet de textes, publiés au journal officiel du 2 juillet 2020, relatifs à la nomenclature IOTA, à la composition du dossier d'autorisation environnementale pour les systèmes d'assainissement, ainsi qu'à certaines rubriques de la nomenclature revisitée.

### Refonte de la nomenclature eau : les décrets sont parus

Localtis.info, 02/07/2020

C'est au tour des installations, ouvrages, travaux et activités (Iota) caractérisés par leur impact sur l'eau de passer à la moulinette de la simplification. Une série de textes, publiée ce 2 juillet, réforme la "nomenclature eau" sur une vaste étendue de thématiques : assainissement, boues d'épuration, rejets, restauration des fonctionnalités naturelles...

### Arrêté du 30 juin 2020 modifiant l'arrêté du 9 août 2006 relatif aux niveaux à prendre en compte lors d'une analyse de rejets dans les eaux de surface ou de sédiments marins, estuariens ou extraits de cours d'eau ou canaux relevant respectivement des rubriques 2.2.3.0, 3.2.1.0 et 4.1.3.0 de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement

Legifrance.gouv.fr, 02/07/2020

les dispositions de l'article 1er de l'arrêté du 9 août 2006 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Art. 1.-Lorsque, pour apprécier l'incidence d'une installation, ouvrage, travaux ou activité sur le milieu aquatique une analyse est requise en application de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement.

### Arrêté du 30 juin 2020 définissant les travaux de restauration des fonctionnalités naturelles des milieux aquatiques relevant de la rubrique 3.3.5.0 de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement

Journal officiel de la République française. Lois et décrets, 02/07/2020, n° 162

### Décret n° 2020-829 du 30 juin 2020 relatif à la composition du dossier d'autorisation environnementale prévu à l'article L. 181-8 du code de l'environnement pour les systèmes d'assainissement collectif des eaux usées de l'agglomération d'assainissement et les installations d'assainissement non collectif

Journal officiel de la République française. Lois et décrets, 02/07/2020, n° 162

Ce décret modifie la composition du dossier d'autorisation environnementale pour les systèmes d'assainissement collectif des eaux ou les installations d'assainissement non collectif, ainsi que pour l'épandage, et le stockage en vue d'épandage, de boues produites dans un ou plusieurs systèmes d'assainissement collectif des eaux usées et installations d'assainissement non collectif.

### Décret n° 2020-828 du 30 juin 2020 modifiant la nomenclature et la procédure en matière de police de l'eau

Journal officiel de la République française. Lois et décrets, 02/07/2020, n° 162

Ce décret modifie la nomenclature relative aux installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA) ayant une incidence sur l'eau ou le fonctionnement des écosystèmes aquatiques, dite nomenclature « loi sur l'eau », dans un objectif de simplification des procédures applicables. Cette réforme clarifie les périmètres de plusieurs rubriques, aborde de façon plus globale les enjeux environnementaux des projets en regroupant des rubriques concernant une même thématique et modifie la procédure applicable à certains projets. Elle porte sur les thématiques suivantes : assainissement, stockage de boues, rejets, plans d'eau et création d'une nouvelle rubrique relative à la restauration des fonctionnalités naturelles des milieux aquatiques afin d'alléger la procédure pour les projets favorables à la protection des milieux. Le décret désigne également l'autorité compétente pour définir la liste des agglomérations d'assainissement au sens de la directive relative au traitement des eaux urbaines résiduaires, et institue un registre dématérialisé pour les propriétaires des systèmes d'assainissement destinés à collecter et traiter une charge brute de pollution organique, au sens de l'article R. 2224-6 du code général des collectivités territoriales, inférieure ou égale à 12 kg et supérieure à 1,2 kg.

### **Seules 48% des rivières du bassin Rhône-Méditerranée sont en bon état écologique**

Environnement-magazine.fr, 01/07/2020

Dans le bassin Rhône-Méditerranée, 48% des rivières sont en bon état écologique. Le bassin Corse en compte quant à lui 91%.



## **Accompagner la compétence GEMAPI : gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations**

Cerema.fr, 01/07/2020

Cette série de douze fiches est dédiée au partage d'expériences de collectivités pionnières dans la prise de compétence GEMAPI. L'accent sera mis sur les sujets de gouvernance, de stratégie, de financement, ou encore de mise en œuvre concrète de la compétence, afin d'en tirer des premiers enseignements.

### **Droit de l'eau ( juin 2019- Mai 2020 ) / BORDONNEAU MARIE-AGNES, LAMI ARNAUD, MERCIER VIRGINIE**

Droit de l'environnement, 07/2020, n° 291, p.264-272

I-Les droits fondamentaux de l'eau

II-Les grandes orientations de la politique de l'eau : orientations internationales, européennes, nationales

III-Les activités humaines : Eau et substances chimiques, distribution et assainissement, gestion de la ressource en eau et des milieux aquatiques, installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)

IV-Les contentieux liés à l'eau

### **Inondations: le territoire à l'épreuve du risque / PLOYE FRANCOIS**

Cahiers techniques du bâtiment (les), 07/2020, n° 387, p.62-67

Parmi les risques climatiques, celui des inondations est le plus important en métropole. A l'échelle du territoire, le risque est cartographié et des mesures de prévention appliquées en fonction des zones.

-Anticiper ou contenir l'eau

-Un quartier conçu pour être résilient

### **Décret n° 2020-807 du 29 juin 2020 relatif à la prolongation de la durée du mandat des membres des comités de bassin**

Journal officiel de la République française. Lois et décrets, 30/06/2020, n° 160

Ce décret prévoit, compte tenu de l'état d'urgence sanitaire et du report des élections municipales et communautaires, une prolongation des mandats des membres des comités de bassin jusqu'au 31 décembre 2020. Un décret ultérieur doit en préciser les conditions.

### **Arrêté du 25 juin 2020 relatif aux matériaux et produits métalliques destinés aux installations de production, de distribution et de conditionnement qui entrent en contact avec l'eau destinée à la consommation humaine**

Legifrance.gouv.fr, 28/06/2020

### **Renaturation de l'Yvette: une solidarité amont/aval / MEUNIER MARTINE**

Espace public & paysage, 06/2020, n° 209-210, p.60-61

Sur 1200m, entre Orsay et Bures-sur-Yvette, la rivière Yvette, dont le lit a été modifié et rétréci par des remblais successifs, a retrouvé son espace de mobilité, grâce à un chantier complet mêlant génie écologique et civil. S'inscrivant parfaitement dans la logique GEMAPI, ce projet a été mené par le syndicat de l'Yvette, en lien avec l'unique propriétaire foncier, l'université Paris-Sud, permettant alors une restauration sur un linéaire conséquent.

### **Réutiliser les eaux usées traitées : le panorama français / FRANCK-NEEL CATHERINE**

Cerema, 06/2020, 23 p.

Alors que la réglementation se précise concernant la réutilisation des eaux usées traitées et les normes de qualité, le Cerema publie un panorama des expérimentations réalisées en France depuis plusieurs années. Les collectivités et porteurs de projet y trouveront des réponses sur la mise en œuvre de démarches de réutilisation d'eaux usées traitées.

Cette fiche présente les caractéristiques et l'évolution des projets de REUT en France (origine de la démarche, volumes utilisation finale...). Elle précise aussi les raisons pour lesquelles certains projets ont été abandonnés, les éléments de succès de projets qui fonctionnent.

Elle revient sur les usages mixtes et le développement des usages industriels, et aborde les freins/leviers et actions incitatives pour développer les opérations de REUT, en passant par une approche globale de la question de l'eau, basée sur une analyse prospective des enjeux du territoire à l'horizon 2050, et dans un projet à l'échelle du bassin.

Un effort d'acceptation sociale reste encore à réaliser, notamment pour certaines filières agricoles dans le domaine de l'irrigation agricole.

**Plan de gestion de sécurité sanitaire des eaux potables** / OFFICE INTERNATIONAL DE L'EAU  
Oieau.fr, 06/2020

Parce que l'eau de consommation humaine doit être de très bonne qualité, parce que garantir en permanence sa sécurité sanitaire est indispensable, Une nouvelle approche innovante et globale est proposée aux collectivités. Il s'agit d'une stratégie d'évaluation, d'anticipation et de gestion des risques : les PGSSE. Les plans de Gestion de Sécurité Sanitaire des Eaux Potables font partie d'une démarche préventive globale pour garantir, de la ressource en eau captée au robinet du consommateur, une eau de qualité. L'Agence de l'eau Adour-Garonne au côté des ARS accompagne les communes, les EPCI, les syndicats de distribution d'eau potable à leur mise en œuvre. Ce nouveau numéro de la lettre PGSSE-NA consacre son dossier aux étapes-clés pour démarrer un PGSSE. Il est illustré par le témoignage de la Communauté Urbaine de Limoges qui s'est lancée dans un PGSSE dès 2015 et par la Régie de l'Eau de la Communauté de Communes du Périgord Nontronnais.

**Une nouvelle unité de méthanisation à la station de traitement des eaux usées des Mureaux**

Eau-entreprises.org, 06/2020, n° 34, p. 18-19

Le 3 décembre dernier, a été inauguré la nouvelle unité de méthanisation de la station d'épuration du Grand Paris Seine-Oise aux Mureaux, station construite et exploitée par SUEZ. Avec cette nouvelle unité, pour la première fois en Île-de-France, du gaz vert produit à partir des eaux usées sera injecté dans le réseau de distribution de gaz exploité par GRDF.

**Le SIAEP a relancé ses chantiers de réseaux**

Réseaux lignes et canalisations : VRD, 05/2020, n° 260, p.40

Depuis le 11 mai, le SIAPE a fait redémarrer un de ses chantiers de réseaux, réalisé par la SADE, à Tremblay en France. Ce projet de renouvellement de réseau d'eau potable avait été interrompu par le confinement. Nous avons contacté Michèle Glaas, la directrice du SIAEP, le maître d'ouvrage.

**"Trouver des solutions pour prélever moins en période de tension"** / BATTAGLINI SEBASTIEN

Réseaux lignes et canalisations : VRD, 05/2020, n° 260, p.14-15

Le partage de la ressource en eau et la diminution de la pression sur la demande du précieux liquide sont des sujets d'inquiétude et de réflexion. Nous sommes allés à la rencontre de Thomas Pelte, expert en gestion quantitative et changement climatique de l'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse pour connaître la position de l'agence, ses actions, ses aides.

**Renforçons les agences de l'eau** / BATTAGLINI SEBASTIEN

Réseaux lignes et canalisations : VRD, 05/2020, n° 260, p.12-13

Derrière ce titre frappé au coin du bon sens pour qui veut un secteur de l'eau pérenne et en bonne santé, se trouve un des leitmotiv de Frédéric Va Heems, le président de la FP2E, qui s'est exprimé face à la presse. Le but de cette rencontre était de nous faire partager cette vision de la meilleure façon de faire repartir un secteur qui était déjà en petite forme avant même l'arrivée de la pandémie de la Covid-19.

**Les réseaux tenus à l'œil** / BATTAGLINI SEBASTIEN

Réseaux lignes et canalisations : VRD, 05/2020, n° 260, p.10-11

Le renouvellement des réseaux est encore très lent du fait de financements anémiques. Alors quand un nouveau réseau est posé, autant s'assurer que sa durée de vie va être la plus longue possible. C'est le rôle des contrôleurs de réseau qui vérifient que les entreprises de pose ont respecté les souhaits des maîtres d'ouvrage. Nous avons rencontré Gilles Giora, le président du Syncra, pour en savoir plus sur cette profession essentielle.

**Les enjeux des micropolluants** / BATTAGLINI SEBASTIEN

Réseaux lignes et canalisations : VRD, 05/2020, n° 260

Les progrès effectués ces dernières années dans le traitement des eaux usées sont spectaculaires et permettent aux activités humaines d'avoir un impact limité sur le milieu naturel. Toutefois, il reste une catégorie de polluants à laquelle il va falloir rapidement s'attaquer : les micropolluants. Pour en savoir plus, nous sommes allés à la rencontre de Laurent Brunet, de Suez

**"Aucune de nos entreprises n'a totalement arrêté de travailler" / BATTAGLINI SEBASTIEN**

Réseaux lignes et canalisations : VRD, 05/2020, n° 260, p.6-7

Par son statut de fédération de tutelle, la FNSA a un regard large sur les différentes activités du secteur de l'assainissement. C'est donc un interlocuteur privilégié lorsqu'il s'agit de prendre le pouls d'une profession qui a souffert des effets du confinement. Rencontre avec Yann Madeline, son président.

**Extrêmes hydrologique et résilience urbaine / BARROCA BRUNO**

Urbanisme, 04/2020, n° 417, p. 38-39

Entre sécheresse et inondations, l'exemple des réseaux aquifères met en évidence la nécessité de changer radicalement d'approche.

**Ressource en eau et milieux aquatiques, quelle intégration dans les documents d'urbanisme ?**

/ COLLECTIF

France Nature Environnement Provence-Alpes-Côte d'Azur, 02/2020, 96 p.

Ce guide vise à servir de mémento pour l'intégration des enjeux eau et milieux aquatiques à destination des porteurs de documents d'urbanisme et de planification. Il contient trois parties :

- Cadre politique et réglementaire des documents « eau » et des documents d'urbanisme
- Articulation des documents d'urbanisme et des principaux documents de planification « eau »
- L'exemple du SCoT du Pays d'Apt Luberon

**Eau et urbanisme en Rhône-Méditerranée : assurer la compatibilité des documents d'urbanisme avec le SDAGE et le PGRI** / SANTENS DIANE

DREAL Auvergne-Rhône-Alpes

Agence de l'eau Rhône méditerranée Corse, 12/2019, 96 p.

Ce guide apporte des clés de lecture pour que les documents d'urbanisme intègrent les éléments à prendre en compte au titre du SDAGE et du PGRI et pour s'assurer de leur compatibilité dans la lutte contre les pollutions, la préservation des milieux aquatiques, l'eau potable, la gestion des eaux pluviales, la prévention des inondations, ou de la gestion du littoral marin. Il est structuré comme suit :

- Présentation du SDAGE et du PGRI Rhône-Méditerranée
- Présentation des documents d'urbanisme
- Éléments de méthode sur la mise en compatibilité des documents d'urbanisme avec le SDAGE et le PGRI
- Intégration des enjeux du SDAGE et du PGRI dans les documents d'urbanisme par thématique

**3.3 Infrastructures portuaires, aéroportuaires et fluviales**

**Décret n° 2020-1033 du 11 août 2020 portant prorogation des mandats des membres du conseil d'administration du Port autonome de Paris**

Journal officiel de la République française. Lois et décrets, 13/08/2020, n° 198

Ce décret proroge la durée des mandats des membres du conseil d'administration du Port autonome de Paris dans la perspective de la création de l'établissement public, prévue à l'article 130 de la loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités, résultant de l'intégration du Port autonome de Paris et des grands ports maritimes de Rouen et du Havre.

**Obligation de surveillance et d'entretien des barrages et digues - Le Préfet peut mettre les prescriptions nécessaires à la charge conjointe des propriétaires et exploitants, sans préciser à qui incombe chaque tâche.**

ID.Cité, 05/08/2020

Il résulte de l'article R. 214-123 du code de l'environnement que le propriétaire et l'exploitant peuvent être considérés comme débiteurs conjoints d'une obligation de surveillance et d'entretien de tout barrage ou digue, chacun étant responsable des obligations attachées respectivement à la qualité de propriétaire ou à celle d'exploitant du barrage.

Par suite, le préfet peut légalement mettre des prescriptions de surveillance et d'entretien à la charge conjointe du propriétaire et de l'exploitant, chacun devant prendre les mesures nécessaires relevant de sa responsabilité et en informer le préfet, sans qu'il soit nécessaire à ce stade que l'arrêté précise davantage à qui incombe chaque prescription, le préfet pouvant, le cas échéant, en cas d'inexécution de cet arrêté, prendre un nouvel arrêté précisant les tâches incombant à chacun.

### [L'Union européenne adopte un nouveau plan d'action pour l'Atlantique](#) / COLLET PHILIPPE

Actu-environnement.com, 24/07/2020

Le 23 juillet, la Commission européenne a adopté une actualisation de son plan d'action pour une économie bleue durable, résiliente et compétitive dans la région atlantique. Le document, qui couvre la France, l'Irlande, le Portugal et l'Espagne, « contribuera au Pacte vert européen, tout en préservant les environnements marins et côtiers et en garantissant un océan sain », explique l'exécutif européen.

### [Quel avenir pour les petites lignes ? Potentiel, technique, gouvernance](#) / cerema

Cerema.fr

Cerema, 23/07/2020, 34 p.

Les petites lignes ferroviaires ou lignes de desserte fine du territoire, en France, présentent un coût global relativement faible mais pâtissent d'un important déficit de fréquentation. Cette faible utilisation semble d'abord liée à une offre faible voire maigre sur de nombreuses lignes, couplée à une vitesse commerciale encore éloignée de la performance nominale en raison de nombreux ralentissements, malgré les récents efforts de renouvellement. Le présent rapport propose une analyse stratégique selon trois piliers : le potentiel des territoires traversés, le système technique envisageable, fondé sur le cadencement des circulations voyageurs et la gouvernance de ces lignes.

### [Ports français : le Sénat « dénonce l'inertie de l'État » et formule 10 propositions pour relancer leur compétitivité](#) / BARBARIT SIMON

Publicsenat.fr, 02/07/2020

Plan de relance portuaire de 150 millions d'euros par an sur 5 ans », développement des désertes ferroviaires et fluviales, création d'un conseil national portuaire et logistique, une mission d'information du Sénat remet ses propositions pour une meilleure gouvernance et performance des ports français.

## 3.4 Littoral

### [Comment les élus du littoral font face au changement climatique](#) / LUNEAU SYLVIE

Lagazettedescommunes.com – Club Techni.cités, 06/08/2020

Les maires élus pour une nouvelle mandature de 6 ans seront confrontés aux enjeux de l'organisation de leur ville ou commune et de considérations environnementales.

### [Système d'information milieux marins : le portail SAR est lancé](#)

Zones-humides.org, 30/07/2020

Élément clef du système d'information sur les milieux marins (SIMM), le portail du service d'administration des référentiels marins est désormais accessible: [sar.milieumarinfrance.fr](http://sar.milieumarinfrance.fr)

Il diffuse les données de référence et les modèles élaborés par le SAR, et centralise les demandes des utilisateurs. Il permet l'accès aux référentiels et modèles de données :

<https://sar.milieumarinfrance.fr/>

### [Préserver la laisse de mer des déchets](#)

Ofb.gouv.fr, 23/07/2020

La gestion des déchets dans le milieu marin est une problématique du quotidien. Le Parc naturel marin des estuaires picards et de la mer d'Opale a initié plusieurs partenariats pour assurer une collecte efficace et durable.

### [Contre la montée des eaux, les digues ne suffiront pas](#) / CHAUMILLON ERIC

TheConversation.com, 23/07/2020

La conséquence inéluctable du réchauffement climatique en cours est une élévation du niveau marin global. Face à ce risque, dresser des digues a été depuis des décennies la principale façon de contrer ces effets.

### [Webinaire "Quelles réponses adaptées à l'élévation du niveau de la mer ?" : le replay](#) /

CEREMA

Cerema, 17/07/2020

La population des communes littorales est 2,5 fois plus importante que la moyenne nationale. L'artificialisation des sols naturels et agricoles est plus intense dans les zones littorales et cette tendance a vocation à s'amplifier dans les décennies à venir.

Les risques naturels sur le littoral sont bien présents et pourront, pour certains, s'intensifier à l'avenir. Il est donc essentiel pour les territoires d'anticiper et de s'adapter.

Quels enjeux sur les zones littorales?

Quels outils pour adapter le territoire?  
La vidéo du webinaire  
Ressources du webinaire

**Biodiversité : une police de l'environnement**, 15/07/2020

Depuis janvier, une police verte a été mise en place pour protéger le fragile écosystème des plages.

**Aménagements légers sur le littoral : pas d'atteinte au principe de non-régression selon le Conseil d'État** / RADISSON LAURENT

Actu-environnement.com, 15/07/2020

Par une décision du 10 juillet 2020 le Conseil d'État a rejeté la requête de France Nature Environnement (FNE) qui demandait l'annulation du décret du 21 mai 2019 qui étendait la liste des aménagements légers autorisés dans les espaces remarquables du littoral, en particulier aux canalisations nécessaires aux services publics ou aux activités économiques.

**La très fragile amélioration des eaux du littoral français** / JACQUE Muryel

Echos (les), 15/07/2020, p. 4

Globalement, le milieu marin est en meilleure santé aujourd'hui que dans les années 1970-80, selon l'Ifremer, qui publie pour la première fois un état des lieux. Mais la présence accrue de polluants émergents, non encore réglementés, est jugée inquiétante.

**Développement durable des littoraux : être à l'écoute du vent mais aussi des habitants** / BOEDEC MORGAN

Localtis.info, 10/07/2020

Une centaine d'experts et participants ont suivi ce 10 juillet un webinaire organisé par le Cerema pour revenir sur les enjeux de gestion du littoral. Face à l'évolution du trait de côte, les réponses et solutions varient. Mais elles doivent concilier exigence et transparence afin d'être mieux comprises des élus et des habitants.

**Gestion intégrée des espaces maritimes : retour sur les Schémas de mise en valeur de la mer et autres outils utilisés**

Cerema.fr, 07/07/2020

Le Cerema publie son étude "Gestion intégrée des espaces maritimes" réalisée pour le compte du Ministère de la transition énergétique et solidaire dans le cadre de la mise en œuvre de la Directive cadre stratégie milieu marin par la France (DCSMM). Cette étude présente les Schémas de mise en valeur de la mer sur la dernière décennie, et des méthodes mises en place pour gérer l'espace littoral et maritime en l'absence de ces schémas.

**" Le PLUi devrait être le principal outil de territorialisation de la loi Littoral "**

Lagazettesdescommunes.com, 01/07/2020

Dans son ouvrage intitulé "La loi Littoral - La côte en péril ?", Laurent Bordereaux, professeur à l'université de La Rochelle et spécialiste du droit du littoral, présente les grandes règles de la grande loi de 1986. Ce livre qui se veut un guide citoyen illustré est aussi l'occasion de s'interroger sur l'application de cette loi au plus près des territoires.

## 4. INGENIERIE ECOLOGIQUE

---

### 4.1 Nature en ville et paysage

**Nantes crée un potager géant et solidaire** / PALISSE SOPHIE

Lagazettesdescommunes.com – Club Techni.cités, 19/08/2020

La ville de Nantes, en partenariat avec des associations et le CCAS, se mobilise pour lutter contre la précarité alimentaire en plantant des légumes en ville et en les distribuant gratuitement aux familles dans le besoin.



### [Le végétal va mettre en valeur les vieilles pierres de Strasbourg](#)

Echos (les), 12/08/2020, p. 19

Les règles d'urbanisme qui régissent le secteur patrimonial protégé de Strasbourg sont en cours de révision. La nature y tiendra une place plus importante, tant pour des raisons d'esthétique que d'amélioration du cadre de vie.

### [À Metz, l'arbre contre le changement climatique](#) / LUNEAU Sylvie

Lagazettesdescommunes.com – Club Techni.cités, 15/07/2020

Ville jardin, Metz a mené une étude unique sur les services écosystémiques rendus par les arbres. Le second volet sur l'eau et les sols est en cours. La ville affiche également un plan ambitieux côté plantations.

### [Des idées à foison pour les espaces verts](#)

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 13/07/2020, n° 2523, p. 46

Au service de l'environnement et des espaces verts de la ville de Nantes, Manuella Lefort aime travailler sur de multiples projets, toujours de manière partenariale.

### [Vulnérabilité et adaptation aux effets du changement climatique dans le Haut-Chablais : enseignements d'une démarche d'accompagnement](#) / PARROD CAMILLE, GEORGE EMMANUEL, CHAIX CHRISTOPHE, VINCENTI SABINE

Set-revue.fr, 07/07/2020

Fonte des glaciers, éboulements... les impacts du changement climatique sont déjà bien visibles dans les Alpes, où la température moyenne augmente deux fois plus vite qu'ailleurs en France. Face à ces impacts, qui s'accroîtront, et d'autres qui apparaîtront, les territoires de montagne vont devoir trouver des outils pour élaborer une stratégie locale d'adaptation. Cet article présente la démarche d'accompagnement mise en œuvre par des scientifiques d'INRAE et le bureau d'étude ACTeon sur le territoire du Haut-Chablais pour mobiliser les acteurs autour de la réalisation d'un diagnostic de vulnérabilité et les aider à prioriser les actions dans une dynamique d'adaptation au changement climatique.

### [Le boom des ruches en ville, une menace pour la biodiversité](#) / DESCAMPS Olivier

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 06/07/2020, n° 2522, p. 40-42

Devenues des sanctuaires pour des abeilles domestiques malmenées par l'agriculture intensive, les villes accueillent un nombre croissant de ruches. Parfois jusqu'à l'excès. Des communes commencent à entendre le message des écologues et à encadrer l'activité apicole, pour protéger d'autres pollinisateurs, telles les abeilles sauvages. Faute d'outils adaptés, difficile d'agir au-delà de l'espace public. La végétalisation reste le meilleur moyen de mettre tout le monde d'accord.

### **L'agriculture s'invente en ville** / CABIBBO Hervé

01Net Magazine, 01/07/2020, n° 933, p. 32-35

Les fermes urbaines se multiplient, sur le toit des immeubles ou en sous-sol. Mais pour cultiver sur des parcelles qui cumulent les contraintes, il faut faire preuve d'audace.

### **Gérer les arbres pour retirer leurs bienfaits** / KIS MARTINE

Géomètre, 07/2020, n° 2182, p.12-14

Les arbres semblent le remède à de nombreux maux de la ville. Alors que les collectivités annoncent de grands projets de plantation, la quantité ne fait pas la qualité.

### **Bâtir une transition intelligente et collective** / FLORIT CECILIA

ADEME, 07/2020

En Provence-Alpes-Côte d'Azur, la transition écologique de Miramas, initiée voilà dix ans, a connu une véritable accélération cette année avec la coconstruction de son projet de ville durable en intelligence collective.

### [Végétaliser la ville, un pari d'avenir?](#) / CANONNE Justine

Alternatives économiques, 07/2020, n° 403, p. 94-97

La végétalisation des friches et des centres urbains est dans l'air du temps. Et pour cause, elle peut contribuer à atténuer les effets du dérèglement climatique et jouer un rôle positif pour la santé.

**Le dérèglement climatique bouleverse la fabrication de la ville [Dossier] / MIGUET LAURENT**  
Lemoniteur.fr, 26/06/2020

L'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets imposent une nouvelle manière de penser et de fabriquer la ville en s'appuyant sur le végétal. Du sol aux toitures, ce bouleversement concerne toute la chaîne de production que ce dossier visite en cinq étapes: conception, recherche scientifique, chantiers, industrie et planification.

Sommaire du dossier

- 1.« Le rafraîchissement urbain repose sur des intelligences croisées », selon Alain Marguerit, paysagiste et urbaniste
- 2.L'arbre urbain se coule dans le modèle climatique Cooltrees
- 3.Chaleur urbaine 3/5: un technosol fertile sur le parvis du château de Vincennes
- 4.Série Chaleur urbaine (4/5) : Bataille de l'eau pour la fraîcheur des toits
- 5.Série Chaleur urbaine (5/5) : L'urgence climatique régénère la planification territoriale

**Renaturation de l'Yvette: une solidarité amont/aval / MEUNIER MARTINE**

Espace public & paysage, 06/2020, n° 209-210, p.60-61

Sur 1200m, entre Orsay et Bures-sur-Yvette, la rivière Yvette, dont le lit a été modifié et rétréci par des remblais successifs, a retrouvé son espace de mobilité, grâce à un chantier complet mêlant génie écologique et civil. S'inscrivant parfaitement dans la logique GEMAPI, ce projet a été mené par le syndicat de l'Yvette, en lien avec l'unique propriétaire foncier, l'université Paris-Sud, permettant alors une restauration sur un linéaire conséquent.

**Menton : les Sablettes métamorphosées / MEUNIER MARTINE**

Espace public & paysage, 06/2020, n° 209-210, p.30-32

Quelle révolution pour la ville de Menton! En effet, hier, recouverte d'enrobé et de voitures stationnées, l'esplanade des Sablettes, vitrine de la ville face à la Méditerranée, offre désormais des espaces publics d'une grande qualité.

**Nevers, un grand jardin / MEUNIER MARTINE**

Espace public & paysage, 06/2020, n° 209-210, p.36-38

Bordée par la Loire, Nevers, ville d'art et d'histoire, offre un cadre de vie privilégiée. Au cours des dernières années, la municipalité a engagé un ambitieux programme afin de moderniser les espaces publics vieillissants, en intégrant systématiquement au coeur des projets le végétal, qui se veut à la fois esthétique et utile pour la biodiversité. Tout cela en, lien étroit avec un service espaces verts, compétent et engagé, requestionnant en permanence ses pratiques. Entretien avec Xavie Haran, responsable du centre technique horticole.

**Thierry Paquot : "écologisons notre esprit" / MEUNIER MARTINE**

Espace public & paysage, 06/2020, n° 209-210, p.10-11

Philosophe et auteur de nombreux ouvrages, tels que Mesure et démesures des villes ( CNRS Editions, 2020) et Demeure terrestre : Enquête vagabonde sur l'habiter (Terre Urbaine, 2020), Thierry Paquot nous révèle toute l'importance de verdir la ville. Et observe avec intérêt, suite à la crise sanitaire, le regain d'intérêt des décideurs publics pour les espaces verts.

**Châtenay-Malabry : inventer les villes de demain / MEUNIER MARTINE**

Espace public & paysage, 06/2020, n° 209-210, p.8-9

A Châtenay-Malabry (92), le départ de l'école centrale Paris a libéré 20 ha ( soit l'équivalent de 20 terrains de football) en entrée de ville. Lauréat de l'appel à projet, le groupe Eiffage, en étroite collaboration avec la Ville, souhaite en faire un écoquartier, du nom de Lavallée, en référence à Alphonse LaVallée, fondateur de l'école centrale. L'ambition de cette opération? La construction d'un quartier démonstrateur d'un urbanisme durable répondant aux exigences de l'économie circulaire et de la stratégie bas-carbone.

**Arroser, c'est rafraîchir! / MEUNIER MARTINE**

Espace public & paysage, 06/2020, n° 209-210, p.58-59

Parce que la crise économique, liée aux conséquences du Covid-19, ne doit pas faire oublier la crise climatique, qui constitue également un enjeu immédiat et majeur pour l'avenir de l'humanité, les collectivités doivent poursuivre la lutte contre les îlots de chaleur urbains. D'autant plus que les armes dont elles disposent sont peu coûteuses, fonctionnelles et à la portée de toutes. On pense bien évidemment aux végétaux. Mais ceux-ci s'avèrent "actifs" sur le plan climatique, c'est-à-dire en

abaissant les températures locales de plusieurs degrés par évapotranspiration, à la seule condition qu'ils aient accès à l'eau. Alors plantez...et arrosez en fonction des besoins!

#### **Des grimpantes pour rafraîchir la ville** / MEUNIER MARTINE

Espace public & paysage, 06/2020, n° 209-210, p.54-56

Les villes sont de plus en plus nombreuses à végétaliser les ruelles étroites de leur centre-ville, mais aussi les rues des quartiers d'habitation, à l'aide de plantes grimpantes. Ce choix s'avère en effet astucieux : dans des lieux souvent contraints par un manque de place et la présence de nombreux réseaux enterrés, les grimpantes offrent un impact maximal sur une petite surface de plantation. Conseils de mise en œuvre et regard sur les nouveautés...

#### **Changements climatiques : comment faire évoluer la palette végétale?** / MEUNIER MARTINE

Espace public & paysage, 06/2020, n° 209-210, p.52-53

En deuxième partie de la conférence organisée par Echos paysage à Dardilly, intitulée "Les arbres : le grand défi d'adaptation des villes aux changements climatiques", Frédéric Ségur, de la direction du "Patrimoine végétal" de la Métropole de Lyon, abordait une question essentielle : quelles essences d'arbres choisir pour rendre la ville moins vulnérable aux épisodes de canicule? Sachant que ces derniers vont subir tout en autant que nous le réchauffement climatique et vont devoir s'adapter...Tour d'horizon de pistes de réflexion et d'action engagée par la métropole de Lyon

#### **Genre, végétal en ville et Agriculture Urbaine** / BOUDES PHILIPPE

Canal-U, 10/04/2020

Analyse sociologique de l'agriculture urbaine.

#### **Natura 2000 en ville**, 02/2020, n° 47, p. 6-7

Une étude lancée par la Commission européenne en 2019 a révélé que la grande majorité (82%) des 808 villes de l'UE analysées possèdent des sites Natura 2000 à l'intérieur de leurs limites.

[https://ec.europa.eu/environment/nature/natura2000/management/index\\_en.htm](https://ec.europa.eu/environment/nature/natura2000/management/index_en.htm)

## 4.2 Environnement

### Biodiversité Environnement

#### **Les animaux susceptibles de transmettre des maladies aux humains sont ceux qui résistent le mieux au déclin de la biodiversité**

Novethic.fr, 20/08/2020

Des chercheurs viennent de découvrir que les animaux sauvages qui résistaient le mieux à la perte de biodiversité, sont ceux qui sont connus comme porteurs de pathogènes, à l'instar de la chauve-souris. Une preuve de plus que la destruction de la biodiversité est une mauvaise nouvelle pour la santé humaine. D'autant que l'élevage, qui contribue à son déclin, est lui aussi un facteur de risque infectieux.

#### **Une relance verte post-Covid pourrait enrayer le réchauffement climatique** / SINAI AGNES

Actu-environnement.com, 12/08/2020

Une étude parue dans la revue Nature Climate Change estime que la chute brutale des émissions mondiales due aux mesures de confinement est porteuse d'espoir si elle se poursuit grâce à des mesures structurelles.

#### **Les stations de montagne grignotent les espaces naturels** / COSSARDEAUX Joël

Echos (les), 11/08/2020, p. 3

Le niveau d'imperméabilisation des sols des communes accueillant une station de ski est équivalent à la moyenne nationale, révèle une récente étude du ministère de la Transition écologique. Un constat qui a de quoi surprendre dans ces lieux où la part des milieux naturels est très importante.

**Le moustique tigre** / AGENCE NATIONALE DE SECURITE SANITAIRE DE L'ALIMENTATION, DE L'ENVIRONNEMENT ET DU TRAVAIL

Anses.fr, 05/08/2020

Le moustique tigre en 12 questions :

Comment distinguer le moustique tigre des autres moustiques ?

Les moustiques tigres peuvent-ils transmettre des agents pathogènes à l'origine de maladies ?

Dans quels lieux prolifèrent-ils ?

Comment prévenir leur prolifération à l'échelle individuelle ?

Pourquoi et comment signaler la présence du moustique tigre ?

Quelles actions sont mises en place par les autorités ?

Quel est le rôle de l'Anses ?

Comment savoir si j'ai été piqué par un moustique tigre ?

Comment se protéger de ses piqûres ?

Pourquoi le moustique pique-t-il ?

Pourquoi la piqûre d'un moustique démange-t-elle ?

Pourquoi certaines personnes sont-elles piquées plus que d'autres ?

**Bâtir une gouvernance renouvelée Fncofor/Onf** / FEDERATION NATIONALE DES COMMUNES FORESTIERES, 30/07/2020

Le 20 juillet, le président de la Fédération nationale des Communes forestières recevait sur sa commune le directeur général de l'Office national des forêts (ONF). Cette journée de travail a notamment abordé la future convention FNCOFOR/ONF, cadre d'une gouvernance renouvelée entre les communes forestières et l'établissement, mais aussi le périmètre du régime forestier, la reconnaissance des services écosystémiques rendus par les forêts, la restructuration foncière dans l'aménagement du territoire.

**Invasive et allergisante, l'ambrosie est en pleine expansion** / LEVEILLE PATRICIA

Inrae.fr, 28/07/2020

À partir du mois d'août, les allergiques doivent se préparer au déferlement des pollens de l'ambrosie à feuilles d'armoise. Dans certaines régions, cette mauvaise herbe des cultures est en passe de devenir la première plante du paysage ! Les chercheurs de l'INRAE s'intéressent aux facteurs qui facilitent ou peuvent empêcher sa prolifération, étape clé pour une gestion durable du problème.

**Le Gouvernement table sur trente milliards d'euros pour mettre en œuvre la transition écologique** / SINAI AGNES

Actu-environnement.com, 27/07/2020

Le plan de relance national va consacrer près d'un tiers de ses fonds à l'écologie, un investissement qui se veut sans précédent mais dont les contenus restent à préciser.

**2021-2030 : une décennie dédiée à la restauration des écosystèmes**

Zones-humides.org, 27/07/2020

Le 1er mars 2019, l'Assemblée générale des nations unies a déclaré 2021-2030 comme Décennie pour la restauration des écosystèmes. L'objectif est de renforcer massivement la restauration des écosystèmes dégradés et détruits afin de lutter contre la crise climatique et renforcer la sécurité alimentaire, l'approvisionnement en eau et la biodiversité.

**Atlas de la biodiversité communale : un quatrième appel à projets est lancé** / LENORMAND ANNE

Localtis.info, 24/07/2020

L'Office français de la biodiversité (OFB) a annoncé ce 20 juillet le lancement de la quatrième édition de l'appel à projets "Atlas de la biodiversité communale" (ABC). Communes et intercommunalités ont jusqu'au 15 septembre prochain pour déposer leur dossier de candidature.

**L'artificialisation des sols repart à la hausse, malgré les annonces d'Emmanuel Macron** / FABRE MARINA

Novethic.fr, 24/07/2020

Pour la deuxième année consécutive, l'artificialisation des sols a augmenté en France. Un enjeu qui prend une place de plus en plus importante dans le débat public alors qu'Emmanuel Macron s'est déclaré favorable à un moratoire sur les aménagements des zones commerciales périurbaines, très consommatrices d'espaces. Reste que le report de la loi foncière représente un mauvais signal concernant la bétonisation des terres agricoles.

**« Zéro artificialisation nette : il faut sortir d'une vision binaire bâti contre non-bâti » / HUTEAU HELENE**

Lagazettesdescommunes.com, 21/07/2020

Marc Barra, écologue de l'Agence régionale de biodiversité Ile-de-France de l'Institut Paris Région revient sur la notion d'artificialisation, au coeur des débats du Zéro artificialisation nette (ZAN). Alors qu'on attend encore une définition consensuelle que le ministère de la Transition écologique, l'écologue explique la nécessité d'intégrer le vivant et la réversibilité. Ce qui complexifie un peu les choses...

**Lancement d'un nouvel appel à projets pour les «Atlas de la biodiversité communale» /**

LANDOT ERIC

Ofb.gouv.fr, 20/07/2020

Jusqu'au 15 septembre 2020, communes et intercommunalités peuvent déposer leur candidature pour l'appel à projets « Atlas de la biodiversité communale » (ABC) lancé par l'Office français de la biodiversité (OFB). De nombreux partenaires institutionnels, régionaux, et associatifs sont associés à cette initiative. Pour la 4e année consécutive, l'OFB donne l'occasion aux communes et intercommunalités de réaliser un diagnostic précis de la biodiversité sur leur territoire pour mieux préserver et valoriser leur patrimoine naturel. En plus d'un inventaire naturaliste, la démarche ABC inclut la sensibilisation et la mobilisation des élus, des acteurs socio-économiques et des citoyens. Elle définit également des recommandations de gestion ou de valorisation de la biodiversité. L'objectif est d'identifier les enjeux prioritaires pour la biodiversité sur le territoire et d'aider à agir en les intégrant dans ses politiques communales ou intercommunales.

<https://abc.naturefrance.fr/>

**Stimulées par le réchauffement climatique, des nuées de criquets dévastent la Sardaigne /**

CARLONE Marco, SESTITO Daniela

Reporterre.net, 17/07/2020

Depuis le mois de mars, les criquets prolifèrent en Sardaigne, mettant à mal l'agriculture insulaire. Outre le dépeuplement des campagnes, le réchauffement et l'assèchement climatiques jouent un rôle dans cette infestation.

**L'arbre affirme ses droits, démontre son utilité et conquiert les cœurs / MIGUET LAURENT**

Lemoniteur.fr, 17/07/2020

Les défenseurs des arbres se sont rassemblés ce 17 juillet à l'initiative de la fédération nationale des Conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement, 50 ans jour pour jour après la signature de la fameuse lettre de Georges Pompidou à son Premier ministre Jacques Chaban-Delmas. Le président y déplorait les prétextes sécuritaires avancés alors par le ministère de l'Équipement pour justifier l'enlaidissement des routes de France, « en dehors de tout contrôle gouvernemental ».

**L'écologie, nouveau clivage entre métropoles et ville moyennes ? / DESCAMPS Olivier**

Lagazettesdescommunes.com – Club prévention sécurité, 17/07/2020

Plus marquée dans les grandes villes, la vague verte aura un impact sur les politiques de mobilité ou d'aménagement. La couleur politique des conseils métropolitains, les débats contradictoires entre écologistes sur des questions comme la densité urbaine et la généralisation de la prise de conscience environnementale pourraient brouiller les pistes.

**Quand le numérique donne un coup de main verte / NGUYEN PASCAL**

Moniteur des travaux publics et du bâtiment (le), 17/07/2020, n° 6093

Adossée à la data fournie par le Cerema, un outil d'aide à la décision fixe les atouts et faiblesses de différentes espèces d'arbres et d'arbustes en fonction du climat messin.

**Le Covid, accélérateur de la transition écologique [vidéo]**

Environnement-magazine.fr, 16/07/2020

<https://www.youtube.com/watch?v=9q4IRn44rTg#action=share>

20 milliards d'euros pour la transition écologique. Le chiffre a été annoncé hier par le premier ministre Jean Castex à l'occasion de son discours de politique générale à l'Assemblée nationale. Objectif : relancer l'économie en créant « un modèle écologique industriel et environnemental ». La crise sanitaire aura-t-elle accélérer la transition écologique ? Éléments de réponse avec l'équipe d'Environnement TV.



### Qu'est-ce que l'agriculture urbaine ?, 13/07/2020

idéo de présentation du programme de la semaine 1 qui s'axera sur la présentation de l'agriculture urbaine.

### Cartofriches / CEREMA, 10/07/2020

Cartofriches est un outil d'aide au recensement à l'échelle nationale des friches (industrielles, commerciales, d'habitat, tertiaires, etc.), ouvert au grand public via un portail de visualisation sur Internet.

En proposant une base nationale de sites potentiellement en friches, mais surtout en s'appuyant sur les connaissances locales (observatoires locaux, expertises terrain...), l'objectif est de promouvoir et faciliter la réutilisation des friches par les collectivités locales et les porteurs de projets.

### "L'inventaire des friches doit s'appuyer sur les collectivités" estime Marc Kaszynski /

VERBAERE ISABELLE

Technicite.fr, 09/07/2020

Marc Kaszynski, président du Laboratoire d'initiatives foncières et territoriales innovantes (Lifti), souhaite que les collectivités soient associées à l'inventaire des friches industrielles, un gisement foncier considérable qui connaît un regain d'intérêt.

### Deux études pointent l'intérêt des adventices en agriculture / PIN REMI

Actu-environnement.com, 08/07/2020

Deux études menées dans le cadre du projet Disco-Weed démontrent un rôle-clé des adventices, aussi appelées « mauvaises herbes », dans le fonctionnement des écosystèmes agricoles. De quoi s'interroger de nouveau sur le recours aux phytosanitaires, et en particulier du glyphosate.

### Les inventaires écologiques sont dépourvus de portée juridique / JABRE LENA

Actu-environnement.com, 08/07/2020

Dans une décision du 3 juin, le Conseil d'Etat s'est prononcé sur le pourvoi d'une commune qui demandait la réduction du périmètre d'une zone naturelle d'intérêt écologique.

### Au menu de la transition écologique, le plan de relance et la convention citoyenne /

GARRIGUES Arnaud, GERBEAU Delphine

Lagazettesdescommunes.com, 07/07/2020

La députée Barbara Pompili (LREM) a été choisie pour piloter le ministère de la Transition écologique, avec toujours à ses côtés Jean-Baptiste Djebbari, aux transports, et Emmanuelle Wargon, qui récupère le logement. Deux axes principaux structureront le travail de cette équipe : le plan de relance et l'intégration des propositions de la Convention citoyenne pour le climat.

### Évaluation environnementale : l'Autorité environnementale réclame du changement / BOEDEC

MORGAN

Banquedesterritoires.fr, 06/07/2020

L'Autorité environnementale (Ae) a réuni le 3 juillet la communauté des missions régionales d'autorité environnementale (MRAe) pour dresser un bilan élaboré à partir du millier d'avis qu'elles ont produit l'an dernier. Ce fut l'occasion de souligner le manque de moyens qui leur sont alloués et de formuler des propositions visant plus globalement à faire progresser l'évaluation environnementale. Le lendemain de cette rencontre, un décret très attendu a été publié au Journal officiel. Il permet de distinguer l'autorité chargée de l'examen au cas par cas des projets et l'autorité environnementale.

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/decret/2020/7/3/TRED2006513D/jo/texte>

### Santé environnementale : le Sénat lance une mission d'information / RADISSON LAURENT

Actu-environnement.com, 03/07/2020

"Priorité et gouvernance de la politique de santé environnementale". Tel est le programme de la mission d'information que la commission des affaires sociales du Sénat a lancé le 2 juillet 2020

### Parution du catalogue des indicateurs de biodiversité des Observatoires de biodiversité /

CEREMA

Cerema.fr, 02/07/2020

Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur les indicateurs nationaux de biodiversité se trouve dans la dernière publication de l'OFB (Office français pour la Biodiversité) réalisée par les équipes du Cerema. Indicateurs d'état, indicateurs de pression, indicateurs d'impact, indicateurs de réponses ....

ce sont pas moins de 568 indicateurs robustes et mis à jour par les observatoires de biodiversité Français qui y sont recensés et décrits.

### Artificialisation des sols : quelle dynamique ?

Cerema.fr, 02/07/2020

Enjeu désormais essentiel, l'artificialisation des sols ne diminue pas en France. Chaque année, les chiffres sont analysés et publiés par le Cerema. Le dernier rapport, intégrant les données 2009-2018, met en exergue des éléments permettant de mieux comprendre et limiter ce phénomène.

### Artificialisation des sols : au-delà du défi des friches / COMBE MATTHIEU

Techniques-ingenieur.fr, 02/07/2020

La Convention citoyenne pour le climat a adopté plusieurs propositions pour lutter contre l'artificialisation des sols. Elles rejoignent plusieurs propositions du manifeste de l'Ordre des géomètres-experts. Analyse.

### **La biodiversité doit être au cœur de toutes nos politiques publiques** / LAURENT ANTHONY

Environnement magazine, 01/07/2020, n° 1781, p. 10-11

La nouvelle ministre de la Transition écologique et solidaire Barbara Pompili appelle de ses vœux la mise en œuvre de nouvelles politiques publiques basées sur un nouveau contrat entre l'État et les collectivités locales et sur une nouvelle forme de planification écologique et sociale. Elle nous a accordé un entretien peu de temps avant sa nomination dans le gouvernement de Jean Castex, dessinant ce que pourraient être les lignes de sa politique.

### Transition : le gouvernement propose une "boîte à outils" aux nouveaux élus / DELACORNE BASILE

Batiactu.com, 01/07/2020

Le ministère de la Transition écologique et solidaire a mis en ligne une série de documents pour aider les nouvelles équipes municipales souhaitant mettre en œuvre des politiques en faveur de l'environnement.

<https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/boite-outils-elus>

### **L'appel de la forêt** / EL BARDON AHMED

Géomètre, 07/2020, n° 2182, p.44-45

Entre exploitation et protection, toutes les sociétés s'interrogent sur le devenir de leurs forêts, avec des réponses parfois radicalement opposées.

### Agir pour la transition écologique / ADEME, 07/2020

Agir est la nouvelle plateforme numérique de l'ADEME. Elle offre des conseils et services à tous les acteurs de la société ( citoyens, entreprises et collectivités) qui cherchent des solutions pour adopter une démarche plus écologique.

### **Devenirs de la nature** / COUVET DENIS, DUCARME FREDERIC

Courrier de la nature (Le), 07/2020, p.40-45

La conservation de la nature est une préoccupation ancienne. La radicalité de la crise actuelle, de la dégradation ou de l'appauvrissement de nombreuses entités "naturelles" (biodiversité, habitats, fonctionnalités écosystémiques, cycles biogéochimiques...) demande de saisir tous les enjeux matériels sociaux et culturels de ce déclin.

### Pesticides sans frontières / DE RAVIGNAN Antoine

Alternatives économiques, 07/2020, n° 403, p. 72

Notre consommation de pesticides hautement toxiques ne se limite pas aux épandages sur nos champs. Elle concerne aussi nos importations agricoles. Pour le plus grand profit des multinationales.

### **"Obligeons les collectivités à lutter efficacement contre l'ambrosie"** / VILLE FREDERIC

Lagazettesdescommunes.com – Club Techni.cités, 30/06/2020

Alors que les journées de l'ambrosie se déroulent jusqu'au 30 juin, Philippe de Goustine, référent ambrosie à Génissieux (Drôme) et président de l'association Stop Ambrosie, évoque les failles de la lutte contre cette plante invasive, mais aussi des solutions où les collectivités auraient un rôle central.

### **Écologie : comment les sénateurs veulent verdier le numérique / GALTIER LUDOVIC**

Maire-info.com, 30/06/2020

Responsable de « 3,7 % des émissions totales de gaz à effet de serre dans le monde en 2018 », le numérique, dont la croissance s'accélère avec la montée en puissance de l'internet des objets et les émissions des data centers, pourrait, si rien n'est fait, polluer en France en 2040 davantage que le transport aérien en 2019 (6,7 % des émissions de gaz à effet de serre contre 4,7 % pour le transport aérien). Un croisement des courbes lourd de sens qui oblige à une « prise de conscience », selon un rapport de la mission d'information sénatoriale sur l'empreinte environnementale du numérique, publié le 24 juin.

[https://medias.amf.asso.fr/upload/files/empreinte\\_Environnement.pdf](https://medias.amf.asso.fr/upload/files/empreinte_Environnement.pdf)

### **Frelons asiatiques : peut-on et doit-on lutter? / MEUNIER MARTINE**

Espace public & paysage, 06/2020, n° 209-210, p.62-64

De son nom latin *Vespa velutina*, le frelon asiatique, plus petit que notre frelon européen, est présent partout sur le territoire. Avec une introduction présumée en France en 2004, l'éradication de cette espèce d'insecte très invasive semble désormais impossible. Les menaces? Celle pesant sur la filière apicole, les frelons se nourrissant, entre autres, des abeilles domestiques. Et, dans une moindre mesure, les dangers pour la santé humaine quand les nids s'installent trop près des habitations. Décryptage de cette espèce, du rôle des collectivités et de l'efficacité limitée des moyens de lutte...

### **La science, la petite ville et le territoire / MESTRES JEAN-MICHEL**

Urbanisme, 06/2020, n° 72, p. 14-18

Roscoff et Pays de Morlais (Finistère). Ou comment un haut lieu de la recherche fondamentale installé depuis 150 ans à Roscoff profite au développement économique de l'ensemble du territoire.

### **Le double intérêt des solutions fondées sur la nature / REY Freddy**

Techni.cités, 06/2020, n° 334, p. 37-39

Les solutions fondées sur la nature sont bénéfiques à plusieurs niveaux, permettant de concilier prévention des inondations et restauration de la biodiversité, dans le cadre d'une politique et d'une gouvernance adaptées.

### **Pour que vive la nature : le guide pour agir de 14 ONG, 22/05/2020**

France Nature Environnement et 13 associations et fondations qui agissent dans ce domaine, remettent leur livre blanc « Pour que vive la nature » à la ministre de la Transition écologique.

### **Méthodes d'expertise - Comment les utiliser ? / NAVARRO CHARLOTTE, OFFICE FRANCAIS DE LA BIODIVERSITE (OFB)**

Fondation pour la recherche sur la biodiversité, 2020, 104 p.

Éclairer les politiques publiques, notamment dans le domaine de la biodiversité, sur des faits avérés est de plus en plus exigé, mais comment le faire avec efficacité et pertinence ? À destination de la sphère publique autant que privée, ce guide est un outil opérationnel d'aide à la décision : il vise à augmenter la connaissance sur les principales méthodes d'expertise et favoriser leur sélection éclairée et adaptée.

## **Pollution**

### **Le premier volet de l'appel à projets Ecophyto 2020 est lancé**

Environnement-magazine.fr, 20/08/2020

Dans le cadre du plan Ecophyto II+, l'Office français de la biodiversité (OFB) et le gouvernement lancent un nouvel appel à projets.

### **Sites et sols pollués, des enjeux variables selon les territoires / LOINTIER EMMANUELLE**

Magazine de l'ingénierie territoriale (Le), 08/2020, n° 56, p. 12-36

En France, en matière de sites et sols pollués, les démarches de gestion s'appuient sur plusieurs principes : prévenir les pollutions futures, mettre en sécurité les sites nouvellement découverts, connaître, surveiller et maîtriser les impacts, traiter et réhabiliter en fonction de l'usage, garder la mémoire, impliquer l'ensemble des acteurs. Les enjeux en présence varient selon l'histoire économique des territoires et en particulier leur vocation industrielle. Les impacts liés aux sites et sols pollués sont majeurs et diversifiés : écologiques bien sûr, mais aussi, en termes de sécurité, de protection de la ressource en eau, d'attractivité et de disponibilité du foncier. Ce dossier, à travers les

témoignages recueillis et les retours d'expérience proposés, dresse un état des lieux provisoire sur ce sujet qui concerne très directement les collectivités territoriales.

### Arrêté du 10 juillet 2020 relatif à l'indice de la qualité de l'air ambiant

Legifrance.gouv.fr, 29/07/2020

Cet arrêté fixe les modalités de calcul de l'indice de la qualité de l'air ambiant (indice ATMO). Cet arrêté abroge l'arrêté du 22 juillet 2004 modifié relatif aux indices de la qualité de l'air.

### Déchets - Gouvernance des REP : une consultation sur fond de tension avec les collectivités / BOEDEC MORGAN

Localtis.info, 15/07/2020

Le ministère de la Transition écologique soumet à la consultation du public un projet de décret qui porte réforme de la responsabilité élargie des producteurs (REP). Pris en application de la loi anti-gaspillage pour une économie circulaire (dite loi Agec), adoptée en début d'année, ce texte touche deux points sensibles. D'une part, la question du financement des nouvelles missions de suivi et d'observation des filières qui sont confiées à l'Ademe. D'autre part, la composition du comité des parties prenantes amené à discuter de l'organisation future des filières et dont certaines associations de collectivités se sentent évincées.

### Pour une surveillance pérenne des pesticides dans l'air / COMBE MATTHIEU

Techniques-ingenieur.fr, 15/07/2020

L'Anses, l'Ineris et Atmo France ont récemment publié les premiers résultats concernant leur campagne nationale exploratoire de présence des pesticides dans l'air. Les Associations agréées de surveillance de la qualité de l'air (AASQA) fédérées au sein d'Atmo France en appellent à une surveillance pérenne assortie de valeurs de gestion.

### **Des plantes pour fixer les polluants dans le sol**

Lien horticole, 15/07/2020, n° 1097

La phytostabilisation, qui consiste à isoler des contaminants grâce à des plantes, a déjà fait ses preuves, notamment dans des sols souillés par des métaux et métalloïdes. Quitte à imaginer une filière de production spécialisée ?

### Le « zéro phyto » étendu à tous les lieux de vie

Lagazettesdescommunes.com – Club Techni.cités, 06/07/2020

Elizabeth Borne lance une consultation du public sur l'interdiction des produits phytopharmaceutiques dans les lieux de vie dès 2022.

### Vers une extension des interdictions d'usages de pesticides en 2022 à tous les "lieux de vie" / LENORMAND ANNE

Localtis.info, 03/07/2020

Le ministère de la Transition écologique a annoncé ce 2 juillet sa volonté d'étendre à partir de juillet 2022 les interdictions d'usage de pesticides dans les "lieux de vie", comme les jardins des copropriétés, les campings, les jardins familiaux, les zones commerciales, les lieux de travail, les cimetières, les établissements d'enseignement et les établissements de santé.

### **Pollution de l'air : l'État sous la menace d'une astreinte de 10 millions d'euros par semestre / RADISSON LAURENT**

Actu-environnement.com, 03/07/2020

La justice administrative pourrait contraindre le Gouvernement à prendre des mesures musclées contre la pollution de l'air dans les semaines qui viennent

### Le gouvernement veut étendre les usages interdits de pesticides en 2022

Leparisien.fr, 02/07/2020

Interdit dans les jardins publics, les pesticides pourraient également l'être dans les lieux de vie tels que les parcs d'attractions, les établissements de santé...

**Pesticides : une pollution limitée mais des données encore insuffisantes** / DESCAMPS OLIVIER  
Lagazettesdescommunes.com – Club Techni.cités, 02/07/2020

La première campagne nationale de mesure des pesticides dans l'air a été présentée jeudi 2 juillet. Plutôt rassurants, ses résultats indiquent des concentrations qui ne dépassent pas les normes réglementaires. Mais l'étude se base sur des capteurs trop éloignés des sources de pollution pour éclairer les élus des communes qui se battent contre les épandages à proximité immédiate.

**FindSource : une méthode novatrice pour localiser une zone source sur un site contaminé** / ESSOUAYED ELYESS, ATTEIA OLIVIER, GUISEIX NATHALIE

Actu environnement, 07/2020, n° 404, p.48-51

Bien localiser une pollution dans un sous-sol. Tel est l'objectif d'une nouvelle méthode mise au point et testée à l'École nationale supérieure en environnement, géoressources et ingénierie du développement durable (Ensegid) de Bordeaux, dans le cadre d'une thèse, partie du programme de recherche financé par le Consortium InnovaSol.

**Restaurer et recycler grâce aux plantes** / DE BOUVILLE JULIE

Fondationbiodiversite.fr, 07/2020

Les jardiniers remplaceront-ils un jour les mineurs de fond ? Si les plantes sont utilisées aujourd'hui pour restaurer les sols pollués, certaines méthodes de phytoremédiation vont encore plus loin. Grâce à la phyto-extraction, comprenez l'utilisation de plantes accumulatrices employées pour absorber et concentrer dans leurs parties aériennes des métaux lourds, des chercheurs de l'Ineris sont parvenus, à récolter du zinc et du cadmium des plantes.

#### 4.3 Déchets

**Le tri cinq flux bientôt étendu aux déchets de chantier** / COLLET PHILIPPE

Actu-environnement.com, 21/08/2020

Un projet de décret, en consultation, jusqu'au 9 septembre, élargit à la fraction minérale et au plâtre, les obligations des entreprises en matière de tri à la source et de collecte séparée des déchets. À partir de 2025, l'obligation de tri s'appliquera aussi aux déchets textiles.

**Déchets dangereux : la création du bordereau de suivi numérique se précise**

Actu-environnement.com, 20/08/2020

Un projet de décret mis en consultation par le ministère de la Transition écologique, jusqu'au 9 septembre, encadre la mise en place de la version numérique du bordereau de suivi des déchets dangereux (BSDD).

**Le volume de déchets électroniques et leur taux de recyclage reste ridicule** / FORTI Vanessa

TheConversation.com, 18/08/2020

Chaque année, le volume total d'équipements électriques et électroniques que l'on utilise dans le monde augmente de 2,5 millions de tonnes. Téléphones, radios, jouets, ordinateurs – s'ils disposent d'une alimentation électrique ou d'une batterie, ils rejoindront une montagne croissante de « déchets électroniques » après utilisation.

**Déchets : un projet de décret fixe l'obligation de transmission à l'État des données des exploitants** / COLLET PHILIPPE

Actu-environnement.com, 18/08/2020

Un projet de décret prévoit que les gestionnaires de déchets enregistrent les données liées à leur activité. Certains d'entre eux devront aussi les transmettre de façon dématérialisée aux pouvoirs publics pour alimenter un registre national.

**Les conditions de sortie du statut de déchet hors ICPE sont sur le point d'être fixées** / COLLET PHILIPPE

Actu-environnement.com, 17/08/2020

Un projet de décret mis en consultation, jusqu'au 9 septembre par le ministère de la Transition écologique, fixe de nouvelles conditions de sortie du statut de déchet. Il encadre en particulier la procédure de sortie du statut de déchets par les installations non classées ICPE ou Iota. Cette mesure a été adoptée avec la loi Économie circulaire de février 2020, après un premier échec en 2018.



### Un projet de décret encadre le tri des déchets dans les établissements recevant du public / COLLET PHILIPPE

Actu-environnement.com, 17/08/2020

Le tri des déchets devient obligatoire pour les établissements recevant du public.

### Economie circulaire : focus sur l'obligation de compatibilité des différents plans, programmes ou schémas relatifs aux déchets (ordonnance du 29 juillet 2020 relative à la prévention et à la gestion des déchets)

Arnaudgossement.com, 05/08/2020

L'ordonnance du 29 juillet 2020 relative à la prévention et à la gestion des déchets transpose plusieurs dispositions issues du droit de l'Union européenne et prévoit notamment une compatibilité entre les plans, programmes ou schémas relatifs à la prévention et la gestion des déchets. Présentation des modifications apportées par les articles 9 et 10.

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/ordonnance/2020/7/29/2020-920/jo/texte>

### Les collectivités territoriales appelées à accélérer la mise en place du compostage à grande échelle

Monde (le), 04/08/2020, p. 10

Alors que les ménages apprivoisent progressivement la pratique du compostage, les collectivités doivent généraliser son usage d'ici à fin 2023 pour respecter les objectifs fixés par la Commission européenne.

### Économie circulaire : focus sur les modalités de sortie du statut de déchet (ordonnance relative à la prévention et à la gestion des déchets)

Arnaudgossement.com, 03/08/2020

L'article 6 de l'ordonnance du 29 juillet 2020 relative à la prévention et à la gestion des déchets modifie les dispositions relatives à la sortie du statut de déchet. Présentation de ces modifications.

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/ordonnance/2020/7/29/2020-920/jo/texte>

### **Ordonnance n° 2020-920 du 29 juillet 2020 relative à la prévention et à la gestion des déchets**

Journal officiel de la République française. Lois et décrets, 30/07/2020, n° 186

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/ordonnance/2020/7/29/2020-920/jo/texte>

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/rapport/2020/7/30/TREP2013741P/jo/texte>

<https://www.vie-publique.fr/loi/275560-ordonnance-du-29-juillet-2020-prevention-et-gestion-des-dechets>

### Dépôts sauvages d'ordures. Sénat, questions orales

Sénat.fr, 30/07/2020

L'utilisation de la vidéosurveillance facilitera l'identification des auteurs. Un décret permettra aussi d'habiliter d'autres agents à dresser les procès-verbaux. Un groupe de travail sur le sujet a été lancé en 2018, qui rassemble l'administration, des élus locaux, des parlementaires et les autres parties prenantes. Il poursuit ses travaux pour identifier de nouvelles actions, comme par exemple la formation des agents des collectivités locales.

### Loi Économie circulaire : une ordonnance sur la prévention et la gestion des déchets complète la feuille de route / MARCANGELO LEOS PHILIE

Localtis.info, 30/07/2020

C'était un texte d'application attendu de la loi Économie circulaire. L'ordonnance relative à la prévention et à la gestion des déchets, parue ce 30 juillet, prévoit notamment d'accélérer la valorisation des biodéchets. Les collectivités devront aussi proposer davantage de collectes séparées de déchets aux ménages (papier, carton, métal, plastique, verre, matériaux de construction, textiles et déchets dangereux) pour développer leur recyclage.

Lien vers l'ordonnance :

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/ordonnance/2020/7/29/TREP2013741R/jo/texte>

### Plastique dans les océans : si on continue comme ça, il y en aura trois fois plus dans 20 ans

Francetvinfo.fr, 24/07/2020

La quantité de plastique dans les océans devrait tripler d'ici 2040 si rien n'est fait d'ici là. C'est la conclusion du rapport "Breaking the plastic wave" réalisé par différents experts sur le sujet pour l'ONG américaine The Pew Charitable Trusts, révélé jeudi 23 juillet.

### Préserver la laisse de mer des déchets

Ofb.gouv.fr, 23/07/2020

La gestion des déchets dans le milieu marin est une problématique du quotidien. Le Parc naturel marin des estuaires picards et de la mer d'Opale a initié plusieurs partenariats pour assurer une collecte efficace et durable.

### REP : les éco-organismes prendront en charge 80 % des coûts de traitement des dépôts sauvages orphelins / COLLET PHILIPPE

Actu-environnement.com, 21/07/2020

Un projet de décret d'application de la réforme de la responsabilité élargie du producteur (REP) mis en consultation par le ministère de la Transition écologique, précise les modalités de cette prise en charge. La consultation est ouverte jusqu'au 29 juillet.

### REP : un projet de décret encadre les futurs fonds de réparation, réemploi et réutilisation / COLLET PHILIPPE

Actu-environnement.com, 16/07/2020

Les pouvoirs publics mettent en consultation un projet de décret qui fixe notamment les conditions de mise en œuvre des futurs fonds dédiés au financement de la réparation, ainsi que ceux dédiés au réemploi et à la réutilisation.

### **Consigne pour recyclage : le CNR propose une série de mesures alternatives** / COLLET PHILIPPE

Actu-environnement.com, 08/07/2020

Le Cercle national du recyclage publie une contribution pour améliorer la collecte des bouteilles plastique et atteindre l'objectif de collecte européen de 90 %. Le gisement hors foyer est prioritaire, estime l'association.

### Travaux sur la voie publique : le maître d'ouvrage a la qualité de producteur de déchets / RADISSON LAURENT

Preventionbtp.fr, 08/07/2020

Les déblais résultant de travaux réalisés sur la voie publique constituent des déchets au sens des articles L. 541-1-1 et L. 541-4-1 du code de l'environnement et les intervenants sous la maîtrise d'ouvrage desquels ces travaux sont réalisés doivent être regardés comme les producteurs de ces déchets, juge le Conseil d'État dans une décision du 29 juin 2020.

### **Les centres de tri s'intéressent à la robotique** / COLLET PHILIPPE

Actu-environnement.com, 08/07/2020

Déjà expérimentés aux États-Unis, les robots trieurs pointent leurs bras articulés dans les centres de tri français. Ils pourraient progressivement jouer un rôle important pour affiner le tri.

### **Plastiques recyclés: quels objectifs d'incorporation et comment y arriver ?**

DECHETS INFOS, 08/07/2020, n° 188, p.9-12

La mission CGEDD et du CGE, dont on attend le rapport, devrait proposer un taux moyen d'incorporation de recyclé, probablement de 20 %, variable selon les secteurs et avec des sanctions financières pour ceux qui ne le respecteraient pas. La mise en application pourrait être compliquée.

### **Convention citoyenne : les déchets maltraités**

DECHETS INFOS, 08/07/2020, n° 188, p.4-8

Les propositions de la Convention citoyenne en matière de déchets n'ont pas été élaborées dans de bonnes conditions. Souvent confuses, parfois contradictoires ou irréalistes, basées sur des constats parfois faux, elles ont peu de chance d'être toutes mises en œuvre.

### **Une friche industrielle devenue un espace de biodiversité pédagogique** / FARGET LAURA

Economiecirculaire.org, 07/07/2020

Une publication du média La Depeche.fr, en date du 5 juillet 2020, relate la transformation d'une ancienne friche industrielle en un Ecoparc, à Damazan.

En effet comme l'évoque la publication, en 2017 le syndicat mixte de valorisation et traitement des déchets du Lot-et-Garonne, Valorizon, a lancé un projet de transformation. Le projet avait pour intérêt de créer un écoparc dédié à l'économie circulaire et à la croissance verte.

<https://www.valorizon.com/nos-actions/ecoparc-economie-circulaire/>

### **L'intelligence artificielle investit le tri des déchets** / COLLET PHILIPPE

Actu-environnement.com, 07/07/2020, n° Hors série Février-Mars 2020

Trois utilisations de l'intelligence artificielle vont faire leur entrée dans les équipements de tri. À la clé, une amélioration de la qualité et une disponibilité accrue des équipements.

### **Les déblais sont des déchets** / PASTOR Jean-Marc

Actualité Juridique. Droit Administratif, 06/07/2020, n° 24/2020, p. 1326

Les déblais résultant de travaux sur la voie publique sont des déchets au sens de la législation environnementale et le maître d'ouvrage a la qualité de producteur de ces déchets.

Conseil d'Etat, 29 juin 2020, n° 425514

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT00042065753&fastReqlid=1907612668&fastPos=1>

### **Recyclage des déchets électroniques, une partie perdue d'avance ?**

01Net Magazine, 01/07/2020, n° 933, p. 26-29

Une grande part des déchets électroniques des pays développés achève sa vie dans des bidonvilles d'Afrique, d'Asie ou d'Amérique latine en raison de l'impunité des trafiquants et une quasi-impuissance des pouvoirs publics.

### **Dépôts sauvages : le coût explose pour les collectivités**

Lagazettedescommunes.com, 01/07/2020

Les dépôts sauvages, c'est aussi une histoire de gros sous. Ils coûtent cher aux collectivités, alors même que les amendes et sanctions ne semblent pas assez dissuasives. Côté entrepreneurs, faut-il des déchetteries gratuites ou payantes ?

### **Produits jetables : un projet de décret encadre diverses mesures de réduction de l'usage du plastique** / COLLET PHILIPPE

Actu-environnement.com, 01/07/2020

Le ministère de la Transition écologique met en consultation un projet de décret qui encadre la mise à disposition de la vaisselle jetable, ainsi que des mesures de réduction de l'utilisation des bouteilles plastique.

### **Economie circulaire : quand le déchet devient ressource** / BRASSEUR Grégory

Travail & sécurité, 07/2020, n° 817, p.32-39

Installé sous le viaduc de Gennevilliers, en banlieue parisienne, le géant du recyclage Paprec Chantiers trie chaque jour de 600 à 700 tonnes de déchets de chantiers. Les matières valorisables partent principalement par voie fluviale vers les filières spécialisées. Cette installation est aujourd'hui un maillon essentiel de l'économie circulaire, dans le cadre notamment des travaux du Grand Paris Express.

### **Déchets : le risque infectieux s'invite dans le tri**

Travail & sécurité, 07/2020, n° 817, p. 12

Utilisés massivement par le grand public pour limiter la propagation du Covid-19, masques et gants, potentiellement contaminés, se retrouvent dans les ordures ménagères et la collecte sélective. Un phénomène nouveau qui oblige les entreprises du secteur à s'adapter pour prévenir l'exposition de leurs salariés au risque infectieux qui en découle.

### **Expérimentation de la collecte séparée de biodéchets par le SICTOM Pézenas-Agde (34)** /

VOGEL SINGER ALAIN

Ademe.fr, 07/2020, 2 p.

Présentation de l'expérimentation de la collecte séparée des biodéchets lancée en janvier 2018 sur la commune de Pézenas (34) réunissant l'ensemble des conditions requises : taille critique, diversité des habitats (individuels et collectifs), coeur de ville, zones pavillonnaires, secteur sauvegardé,...

### **Filières REP : cinq associations de collectivités et de consommateurs demandent à participer à la gouvernance** / COLLET PHILIPPE

Actu-environnement.com, 26/06/2020

Le 24 juin, cinq associations de collectivités territoriales et de consommateurs ont adressé une lettre ouverte au Premier ministre Édouard Philippe pour lui demander d'être associées au nouveau dispositif de gouvernance des filières de responsabilité élargie du producteur (REP).

## 5. TRANSVERSAL SERVICES TECHNIQUES TERRITORIAUX

---

### [Vidéo] Juristes territoriaux et DGS face aux enjeux du nouveau mandat / LANDOT ERIC

Blog.landot-avocats.net, 20/08/2020

Quel sera le rôle du juriste territorial à l'heure où commence enfin ce nouveau mandat ?

Nous avons voulu demander à 5 DGS ce qu'ils attendaient de leurs juristes territoriaux, ce qui, selon eux, va changer au fil de ce mandat.

En 7 mn 25, ces cinq DGS échangent sur ce thème et les convergences et les divergences de leurs points de vue sont éloquentes :

- Alain NARCYZ, DGS de la Ville de Valenciennes (Ville de 44 000 habitants ; Nord )
- Fabrice POCHOLLE, DGS de Charny Orée de Puisaye (commune nouvelle de 5 200 hab. ; Yonne)
- Emmanuel CATTIAU, DGS de Savigny-le-Temple (ville de 29 984 hab. ; Seine-et-Marne)
- Jean-Louis MAILLOT, DGS de la CIVIS (Communauté d'agglomération de 180 434 hab. ; La Réunion)
- Véronique JUAN, DGS de la Communauté de Communes des Luys en Béarn (Communauté de communes de 28 341 hab. ; Pyrénées-Atlantiques)

### Les premiers enseignements de la crise sanitaire / GUYON LAURENT

Lagazettesdescommunes.com – Club Techni.cités, 17/07/2020

La crise liée au coronavirus a révélé les capacités d'adaptation et d'innovation des organisations, mais aussi leurs rigidités. Il est indispensable de tirer rapidement un premier bilan de l'impact de cet événement sur le fonctionnement des services techniques.

### **Investir, préserver, manager : piliers de la résilience** / MEUNIER MARTINE

Espace public & paysage, 06/2020, n° 209-210, p.34-35

Directeur des services techniques de la ville de Vienne (38) depuis 2013, Henri Létang, soutenu par plus de 140 collaborateurs, a mis en place une stratégie basée sur le management "au mérite", la préservation de la ressource en eau et les économies d'énergie. Objectifs : mobiliser les troupes et proposer des services publics "résilients à moyen terme.

### **Des centres techniques en quête d'identité** / PAVIE VIRGINIE

Cahiers techniques du bâtiment (les), 07/2020, n° 387, p.45-49

Conciliant fonctionnalité et approche architecturale, de nouveaux centres techniques municipaux valorisent leur image et soignent le cadre de vie de leurs employés.

### Une boussole de la résilience pour l'adaptation des territoires : un mode d'emploi du Cerema pour les collectivités

Cerema.fr, 09/07/2020

Dans ce contexte post-covid, le Cerema présente sa "boussole de la résilience", un cadre d'action destiné à renforcer l'adaptation des territoires aux différents événements qui peuvent survenir.

Comment les territoires, mais aussi les organisations, peuvent-ils se préparer, s'adapter, se transformer, pour mieux faire face aux perturbations ponctuelles, comme la crise sanitaire que nous venons de traverser, et aux évolutions de long terme comme le changement climatique ou l'effondrement de la biodiversité ? L'approche globale et transversale de l'adaptation que porte le Cerema dessine des réponses à ces questions et des pistes d'action à saisir.

[https://www.cerema.fr/system/files/documents/2020/07/boussole\\_resilience\\_v5\\_2\\_2.pdf](https://www.cerema.fr/system/files/documents/2020/07/boussole_resilience_v5_2_2.pdf)

### Stimuler la relance verte européenne - La Commission investit 1 milliard d'euros dans des projets innovants axés sur les technologies propres

ID.Cité, 07/07/2020

La Commission lance aujourd'hui le premier appel à propositions au titre du Fonds pour l'innovation, l'un des plus importants programmes mondiaux pour la démonstration de technologies innovantes à faible intensité de carbone. Il est financé par les recettes provenant de la mise aux enchères des quotas d'émission du système d'échange de quotas d'émission de l'UE.

## 6. RESSOURCES COMPLEMENTAIRES

---

### MOOC

#### La politique publique de l'eau en 5 questions

Fun-mooc.fr, 08/2020

La potabilité de l'eau, la prévention des inondations, la préservation des milieux aquatiques sont autant de sujets traités par les pouvoirs publics. Mais en quoi consiste exactement la politique de l'eau en France? Qui s'occupe de la gestion et du traitement de l'eau? Comment cette politique est-elle mise en oeuvre et avec quels financements? Autant de questions auxquelles ce MOOC répond. Fin inscription 20/11/20

#### La politique publique des déchets en 5 questions

Fun-mooc.fr, 08/2020

La maîtrise des coûts, la réduction et valorisation des déchets sont des enjeux majeurs, mais en quoi consiste exactement la politique des déchets? Qui s'occupe de la gestion et du traitement des déchets en France? Comment cette politique est-elle mise en oeuvre et avec quels financements? Autant de questions auxquelles ce MOOC répond.

### WEBINAIRES

Webinaires à voir ou à revoir sur les E-communautés du CNFPT : <https://e-communautes.cnfpt.fr>

### E-communauté Eau et Assainissement et milieux aquatiques

#### **Organisation des services face au Covid19**

Inset de Montpellier, Pôle de compétences Eau et assainissement, 20/03/2020

Témoignage de Méline TELLIER, Chargée de mission « Réduction de la vulnérabilité aux risques d'Inondation », et référente Plan de Continuité d'Activité

**Revoir** : [https://cnfpt-](https://cnfpt-formation.adobeconnect.com/prrijftwuspa/?launcher=false&fcsContent=true&pbMode=normal)

[formation.adobeconnect.com/prrijftwuspa/?launcher=false&fcsContent=true&pbMode=normal](https://cnfpt-formation.adobeconnect.com/prrijftwuspa/?launcher=false&fcsContent=true&pbMode=normal)

#### **L'application du RGPD aux services d'eau et d'assainissement**

Inset de Montpellier, Pôle de compétences Eau et Assainissement, 25/03/2020

Témoignage de Romain PERRAY, auteur du guide et de différents articles sur la protection des données appliquée aux services publics, notamment de distribution d'eau (FP2E, janvier 2020)

**Revoir** : [https://cnfpt-](https://cnfpt-formation.adobeconnect.com/p77kj62891gh/?launcher=false&fcsContent=true&pbMode=normal)

[formation.adobeconnect.com/p77kj62891gh/?launcher=false&fcsContent=true&pbMode=normal](https://cnfpt-formation.adobeconnect.com/p77kj62891gh/?launcher=false&fcsContent=true&pbMode=normal)

#### **Le numérique au service de la prévision des crues de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,** 8/04/20

Témoignages de Jennyfer FUGIER, Métropole Toulon Provence Méditerranée, Géraldine CRESPIN, métropole Toulon Provence Méditerranée, Arnaud BRUN, TENEVIA

Organisateurs : Thomas BREINIG, Directeur du Syndicat de la vallée de la Lèze et animateur de l'e-communauté, WATEAU Estelle, responsable du pôle de compétences eau CNFPT/INSET Montpellier

**Revoir** : <https://cnfpt-formation.adobeconnect.com/pmsc28qiztr2/>

#### **Cycle de 3 webinaires : les services d'eau et d'assainissement dans le contexte de la crise sanitaire**

Organisation : Estelle WATEAU et Aurore LEROUX

Témoignage de David-Nicolas LAMOTHE, A PROPOS

#### **Les contrats**

27/04/20

**Revoir** : [https://cnfpt-](https://cnfpt-formation.adobeconnect.com/p2msd906q10k/?launcher=false&fcsContent=true&pbMode=normal)

[formation.adobeconnect.com/p2msd906q10k/?launcher=false&fcsContent=true&pbMode=normal](https://cnfpt-formation.adobeconnect.com/p2msd906q10k/?launcher=false&fcsContent=true&pbMode=normal)

#### **Les finances**

4/05/20

**Revoir** : <https://cnfpt-formation.adobeconnect.com/pnep79v9sz98/>



## L'organisation

11/05/20

**Revoir :** <https://cnfpt-formation.adobeconnect.com/ptvqpat2c11m/>

## La gestion des boues d'épuration dans le contexte de la crise sanitaire

20/05/20 à 13h45 – 1h

Organisation : Pierrick ROLLANDT, animateur de l'e-communauté eau, assainissement et milieux aquatiques

Témoignages de Muriel FLORIAT, Responsable du Pôle eau de l'association Amorce, Christelle DEHAINE, Responsable du SATEGE de la Somme

**Revoir :** <https://cnfpt-formation.adobeconnect.com/pfp0wlyir0/>

## E-communauté Transition énergétique

### La démarche Cit'ergie : retour d'expérience, de la Communauté de Communes du Bassin de Pompey

12/03/20

Organisateur : Pôle Energie climat, Inset de Montpellier, Emmanuel PONCET

Témoignage de Jean MUNIER, Directeur Territoire durable

**Revoir :** <https://e-communaut.es.cnfpt.fr/transition-energetique/forum/compte-rendu-webinaire-citergie-retour-dexperience-avec-la-communaut>

### Les services publics de distribution d'énergie face à la crise épidémique

CNFPT, 01/04/2020

Objectifs du webinaire « Quelle organisation des services publics de distribution d'énergie par les collectivités et les AODE en situation de confinement ? »

Apporter des éléments méthodologiques pour la mise en place d'un PCA,

Présentation d'expériences (les missions prioritaires, l'organisation des équipes) et partage de bonnes pratiques pour le maintien de l'activité (mesures de protection des agents, lien avec son GRD, continuité du service et taux d'absentéisme important, solutions face à des difficultés d'approvisionnement en équipement, impact sur les coûts),

Anticiper la reprise, Echanger entre pairs territoriaux

**Revoir :** <https://youtu.be/ElsF8TuspZs>

### Quelle organisation des services publics de distribution d'énergie par les collectivités et les AODE en situation de confinement ?

06/04/2020

En partenariat et co-animation avec la FNCCR et interventions de 2 responsables territoriaux

Organisateurs : Pôle Energie climat Emmanuel PONCET

**Revoir :** <https://e-communaut.es.cnfpt.fr/transition-energetique/forum/webinaire-les-services-publics-de-distribution-denergie-face-a-la-crise>

### Collectivités, comment gérer la reprise des travaux sur les réseaux d'énergie en période de confinement ?

21/04/2020 à 16h30 – 1 h

Organisation : Emmanuel PONCET, CNFPT et les animateurs de la eCommunauté Transition énergétique

Témoignages de Guillaume PERRIN, Chef adjoint du département énergie, Chef du service des réseaux de chaleur et de froid, FNCCR – Département Energie Marie-José MAKAREINIS, Direction - Directeur Général des Services, Syndicat Intercommunal des Energies de la Loire Claude QUEYRANNE, Directeur des Réseaux, Métropole Nice Côte d'Azur

**Revoir :** <https://e-communaut.es.cnfpt.fr/transition-energetique/forum/webinaire-les-services-publics-de-distribution-denergie-face-a-la-crise>

### La démarche Cit'ergie : 2ème retour d'expérience

26/05/20

Organisateurs : Pôle Energie climat Emmanuel PONCET

**Revoir :** <https://cnfpt-formation.adobeconnect.com/pj33h987kck4/>

## « Evaluation environnementale des projets ENR et d'aménagement : frein ou levier pour leur réalisation ? »

11/06/20 – 12h30

Organisateurs : Pôle Energie climat Emmanuel PONCET

Témoignage de Amélie GENGE Consultante Environnement, Concertation & Économie circulaire

**Revoir** : <https://e-communaut.es.cnfpt.fr/transition-energetique/forum/compte-rendu-du-webinaire-les-enjeux-autour-des-communaut.es>

## Les outils de suivi des facturations d'énergie

22/06/20 – 11h

Organisateurs : Pôle Energie climat Emmanuel PONCET

Témoignage de Guillaume PERRIN, Chef adjoint du département énergie, Chef du service des réseaux de chaleur et de froid, FNCCR – Département Energie

**Revoir** : <https://e-communaut.es.cnfpt.fr/transition-energetique/forum/compte-rendu-du-webinaire-les-outils-de-suivi-des-facturations>

## Accompagner le changement de pratiques pour réduire la consommation de fluides

25/06/20 – 12h

Organisateurs : Pôle Energie climat Emmanuel PONCET

Témoignage de Dorian LITVINE - Docteur en Economie et Psychologie Sociale - Formateur et Expert en maîtrise d'usage du bâtiment

## Impliquer efficacement les usagers de bâtiments publics dès la conception – enjeux et outils innovants

22/09/20

Organisateurs : Pôle Energie climat Emmanuel PONCET

Témoignage de Dorian LITVINE - Docteur en Economie et Psychologie Sociale - Formateur et Expert en maîtrise d'usage du bâtiment

**Participer** : <https://cnfpt-formation.adobeconnect.com/transition-energetique/>

## E-communauté Déchets et économie circulaire

### Les services déchets face à la crise épidémique. Webinaire 1

CNFPT, Pôle de compétences Environnement et déchets, 23/03/2020

Interview d'Odile ROBERT, directrice du service déchets de Lorient Agglomération

**Revoir** : <https://cnfpt-formation.adobeconnect.com/pwjd60nr3ow/>

### Les services déchets face à la crise épidémique. Webinaire 2

CNFPT, Pôle de compétences Environnement et déchets, 25/03/2020

Interview de Jérôme LITTIERE Valor'Aisne

**Revoir** : <https://cnfpt-formation.adobeconnect.com/pydbk29aujqq/>

### Les services déchets face à la crise épidémique. Webinaire 3

CNFPT, Pôle de compétences Environnement et déchets, 25/03/2020

Témoignage d'Olivier SAUZEAU, DGA de la CdC Vallée de

**Revoir** : <https://cnfpt-formation.adobeconnect.com/p7wgzbdle3bg/>

### Les services déchets face à la crise épidémique Webinaire 4

Bruno ACH (CNFPT/INSET Montpellier) et Dalya IUNG, animatrice de l'e-communauté Déchets et Economie Circulaire

Témoignage de Béatrice HUBER, DGS du SYDEVOM 04

**Revoir** : <https://cnfpt-formation.adobeconnect.com/p1e7yhnnkmz6/>

### Les services déchets face à la crise épidémique : Webinaire 5

**Animation** : Dalya IUNG, animatrice de l'e-communauté

**Organisation** : Bruno ACH et Simone RIVIER, pôle national de compétences environnement et déchets - CNFPT/INSET Montpellier

Témoignage de Laurence DA LAGE, Responsable du service déchets à EVOLIS 23

**Revoir** : <https://cnfpt-formation.adobeconnect.com/pbqubym3ivle/>

### **La réouverture des déchèteries : premiers retours d'expériences**

26/05/20 – 13h30

Organisation : Bruno ACH et Simone RIVIER, pôle national de compétences environnement et déchets - CNFPT/INSET Montpellier

Témoignages de - Le SMICVAL, Syndicat Mixte Intercommunal de Collecte et de Valorisation du Libournais Haute-Gironde - La CARA, Communauté d'Agglomération Royan Atlantique - La communauté de communes Larzac et Vallées - Le SMECTOM Plateau de Lannemezan, Nestes, Coteaux.

**Revoir** : <https://cnfpt-formation.adobeconnect.com/pb5mxuz8zqwf/>

### **L'impact de la crise sanitaire sur l'organisation du compostage partagé : retours d'expérience et enseignements pour l'avenir**

01/07/20 – 13h30

Organisation : Bruno ACH et Simone RIVIER, pôle national de compétences environnement et déchets - CNFPT/INSET Montpellier

Intervention de Pierre Feltz (formateur, membre du Réseau Compost Citoyen) et des représentants de territoires

**Revoir** : <https://cnfpt-territoires.adobeconnect.com/pcxs181lfk42/>

### **Schéma directeur déchets : enjeux et mise en oeuvre**

17/09/20 – 12h – 45 mn

Animation : Dalya IUNG, animatrice de l'e-communauté et responsable prospective, Montpellier méditerranée métropole

Intervention : Jérôme SAUVAGE, chef de projet Schéma directeur déchets, Orléans métropole ; Rachel DE SOUZA, chef de la mission planification, Grenoble Alpes Métropole

**Participation** : [https://cnfpt-territoires.adobeconnect.com/schema\\_directeur\\_dechets/](https://cnfpt-territoires.adobeconnect.com/schema_directeur_dechets/)

## **E-communauté Direction des Services Techniques et Urbains**

### **Elaborer un PCA pour ne pas subir la crise, les responsabilités et apports du DST**

26/03/20 à 11h durée 1h

Organisateurs : Direction des Services Techniques et Urbains Gâelle AGGERI Jérôme FOUREY

Témoignage de Martin Dizière, DST Mions ( Ville de 17 000 habitants) dans la Métropole de Lyon (1, 400 000 million habitants), animateur du Groupe de travail DST AITF, animateur de l'e communauté CNFPT DST

**Revoir** : <https://cnfpt-formation.adobeconnect.com/p4xnav1uqhh2/?launcher=false&fcsContent=true&pbMode=normal>

### **DST, PCA et anticipation de la reprise d'activité après la crise pandémique : La priorisation des missions essentielles du PCA ; le développement de projets préventifs de la future crise »**

Animateurs : - Martin DIZIERE, DST Mions, animateur e communauté DST - Gaele AGGERI, responsable du service des pôles de compétences techniques et environnement, CNFPT/ INSET Montpellier

Témoignage de Catherine DAYRE, DST Castelnau-Le-Lez Direction des services techniques et Urbanisme ville de 20 000 habitants dans la Métropole de Montpellier de 500 000 habitants, Membre du bureau AITF section Languedoc Roussillon.

**Revoir** : <https://cnfpt-formation.adobeconnect.com/pps2leeb5qvo/>

### **DST n°3: " Protéger les agents sur le terrain et préparer la reprise d'activité (régie, chantiers...)"**

23/04/2020 à 11h à 12h

Organisation : Martin DIZIERE, animateur e communauté DST

Témoignage de Christophe ROSTAING Chef de Pôle Environnement Cadre de Vie Ville d'Annonay / Annonay Rhône Agglo (07)

**Revoir** : <https://cnfpt-formation.adobeconnect.com/pvowu0omclpg/?launcher=false&fcsContent=true&pbMode=normal>

## E-communauté Routes et rues

**Les services Voiries face à la crise épidémique - Webinaire 1 : Mise en place du Plan de Continuité d'Activité et organisation pour les services Voiries, exemple de la Métropole de Nice Côte d'Azur**  
26/03/2020 de 14h à 15h

Organisateurs : Infrastructures Voirie Marion LEWIN, Jérôme FOUREY

Témoignage de Luc FAVIER, Adjoint au DGA, Directeur des Routes à la Métropole de Nice Côte d'Azur (500 000 habitants, 2 450 km de voies communales et départementales).

**Revoir :** <https://cnfpt-formation.adobeconnect.com/p6m89r09allu/?launcher=false&fcsContent=true&pbMode=normal>

**Les services Voiries face à la crise épidémique Webinaire 2 : Mise en place du Plan de Continuité d'Activité et anticipation de la reprise des chantiers pour les services Voiries : quelle poursuite des études, travaux et marchés ? exemple du département de l'Hérault**

02/04/20

Organisation : Marion LEWIN et Jérôme FOUREY, pôle de compétences Infrastructures Voirie

Témoignage de Dominique JAUMARD, DGA Aménagement des territoires du Département de l'Hérault, membre de l'ADTECH président du Comité Formation-Recherche-Innovation de l'IDRRIM.

**Revoir :** <https://cnfpt-formation.adobeconnect.com/potltnbj3j0c/?launcher=false&fcsContent=true&pbMode=normal>

**Les services Voiries face à la crise épidémique Webinaire 3 : Continuité d'activité et management à distance d'une direction opérationnelle - retour d'expériences du département du Lot - l'exemple du fauchage des bords de voiries.**

02/04/20

Organisation : Marion LEWIN pôle de compétences Infrastructures Voirie, Marc COURMOT animateur de l'e-communauté Routes et rues

Témoignage de Camel MAHDJOUR, Directeur des Infrastructures de mobilité du Département du Lot.

**Revoir :** <https://cnfpt-formation.adobeconnect.com/py5io29vo4ew/>

**Le repérage Amiante avant Travaux de Voirie : les évolutions normatives à venir**

24/06/2020

Organisation : Marion LEWIN pôle de compétences Infrastructures Voirie, Marc COURMOT animateur de l'e-communauté Routes et rues

Témoignage de Pascal Rosigny, CEREMA

**Revoir :** [https://cnfpt-formation.adobeconnect.com/reperage\\_amiante/](https://cnfpt-formation.adobeconnect.com/reperage_amiante/)

## E-communauté Nature et environnement

**Cycle Nature en ville et biodiversité - Webinaire 1 : Les enjeux liés à l'érosion de la biodiversité**

30/03/20

Organisateurs : Elisabeth OFFRET (CNFPT) et Frédéric SEGUR, animateur de l'e-communauté Nature et Environnement

Témoignage de Luc ABBADIE, professeur d'écologie, directeur de l'institut de la transition environnementale, Sorbonne-Université

**Revoir :** <https://cnfpt-formation.adobeconnect.com/psgwkwscyszv/>

**Cycle Nature en ville et biodiversité - WEBINAIRE 2 : La connaissance de la biodiversité au niveau des territoires urbains**

16/04/20

Organisateurs : Elisabeth OFFRET (CNFPT) et Frédéric SEGUR, animateur de l'e-communauté Nature et Environnement

Témoignage de Bertrand MARTIN, Responsable du Service Exploitation, Direction des Jardins et de la Biodiversité de la ville de Rennes- Animateur du groupe Espaces Verts de l'AITF

**Revoir :** <https://cnfpt-formation.adobeconnect.com/pbd8c7is52hz/>

### **Cycle Nature en ville et biodiversité - WEBINAIRE 3 : La prise en compte de la biodiversité dans les documents de planification urbaine**

Organisateurs : Elisabeth OFFRET (CNFPT) et Frédéric SEGUR, animateur de l'e-communauté Nature et Environnement

Témoignage de Emmanuel BOURIAU, Responsable du pôle environnement foncier et transition énergétique à l'agence d'urbanisme de Rennes

**Revoir** : <https://cnfpt-formation.adobeconnect.com/p0w8tyko0ta7/>

### **Cycle Nature en ville et biodiversité - WEBINAIRE 4 : La prise en compte de la biodiversité dans la conception de la ville**

7/05/20

Organisateurs : Elisabeth OFFRET (CNFPT) et Frédéric SEGUR, animateur de l'e-communauté Nature et Environnement

Témoignage de Marc BARRA, Écologue, Agence Régionale de la Biodiversité îdF

**Revoir** : <https://cnfpt-formation.adobeconnect.com/p03vom6nkh9e/>

### **Cycle Nature en ville et biodiversité - WEBINAIRE 5 : La prise en compte de la biodiversité dans la gestion des espaces de nature en ville**

04/06/20

Organisateurs : Olivier Massat, animateur de l'e-communauté Nature et Environnement

Intervenants :

**Revoir** : <https://cnfpt-formation.adobeconnect.com/p4lrakfxevv5/>

### **Cycle Nature en ville et biodiversité - WEBINAIRE 6 : Biodiversité, gouvernance locale et implication citoyenne**

25/06/20

Organisateurs : Frédéric SEGUR, animateur de l'e-communauté Nature et Environnement

Témoignage de Grégoire LOÏS, Vigie-nature, MNHN (sciences participatives) et Mina CHARNAUX, Eurométropole de Strasbourg

### **Cycle Nature en ville et biodiversité - WEBINAIRE 7 : Territoires engagés pour la nature, plus qu'un dispositif!**

02/07/20

Organisateurs : Frédéric SEGUR, animateur de l'e-communauté Nature et Environnement

Témoignage de Mathilde MAISANO

**Revoir** : <https://cnfpt-formation.adobeconnect.com/pz8pyr3jvwbm/>

### **Les services Espaces verts face à la crise sanitaire – Webinaire 1 : Conférence débat à partir des exemples de Tours Métropole Val de Loire et de la ville de Montpellier**

Organisation : Elisabeth OFFRET, responsable pôle de compétence Paysage et biodiversité du CNFPT  
Frédéric SEGUR, responsable ingénierie et prospective à la Métropole de Lyon, animateur de la e-communauté « Nature et Environnement » du CNFPT

Témoignage de Patrick BERGER, Directeur Paysage et Biodiversité - Ville de Montpellier Olivier MASSAT, Directeur Territoires et proximité - Tours Métropole Val de Loire

**Revoir** : <https://cnfpt-formation.adobeconnect.com/ppcgd6cy6rid/>

### **Les services Espaces verts face à la crise sanitaire – Webinaire 2 - Les services Espaces verts face à la crise sanitaire Résultats de l'enquête "Flash" de Plante & Cité : Covid-19 et espaces verts**

Organisation : Elisabeth OFFRET, responsable pôle de compétence Paysage et biodiversité du CNFPT

Témoignages de Caroline GUTLEBEN, Directrice de Plante & Cité - Marc HOUDON, Chef de service Gestion du patrimoine Direction Parcs Jardins et Paysages de la ville d'Angers et Angers Loire Métropole - Bertrand MARTIN, Responsable du Service Exploitation, Direction des Jardins et de la Biodiversité de la ville de Rennes- Animateur du groupe Espaces Verts de l'AITF

**Revoir** : <https://cnfpt-formation.adobeconnect.com/pjobq9iq6ii6/>

### **Le frelon asiatique : biologie, risques et bonnes pratiques**

09/06/20 – 14h

Organisation : Bruno ACH et Simone RIVIER, pôle national de compétences environnement et déchets - CNFPT/INSET Montpellier

Témoignage de David Philipart, directeur de la FREDON Normandie

**Revoir** : <https://cnfpt-territoires.adobeconnect.com/pxi8xyonhbmq/>



### **Biodiversité et maladies infectieuses**

18/06/20

Organisation : Elisabeth OFFRET (CNFPT), Frédéric SEGUR, animateur de l'e-communauté Nature et Environnement

Témoignage de Hassan SOUHEIL, OFB

**Revoir** : <https://cnfpt-territoires.adobeconnect.com/p7rp2cvdk8bj/>

### **Le frelon asiatique : les stratégies de lutte**

23/06/20 – 14h

Organisation : Bruno ACH (CNFPT/INSET Montpellier) et Sophie ROMY (CNFPT/délégation Caen Normandie)

Témoignage de David Philipart, directeur de la FREDON Normandie, (+autre FREDON ?) et un témoignage de collectivité locale

**Revoir** : <https://cnfpt-territoires.adobeconnect.com/pxi8xyonhbmq/>

### **Le réseau de capteurs de pollens en France**

24/06/20

Organisation : Elisabeth OFFRET, Bruno ACH, Viviane BAYAD, Simone RIVIER

Témoignage de Samuel MONNIER – Réseau National de Surveillance Aérobiologique

**Revoir** : <https://cnfpt-territoires.adobeconnect.com/pgcicrnk443n/>

### **La boîte à outils ambrosie**

26/06/20

Organisation : Elisabeth OFFRET, Bruno ACH, Viviane BAYAD, Simone RIVIER

Intervention de Quentin Mettray-Observatoire des ambrosies FREDON France

**Revoir** : <https://cnfpt-territoires.adobeconnect.com/pgtxn0iy6w9g/>

## **E-communauté Architecture et bâtiments**

### **Le plan de continuité des activités des services architecture et bâtiments et son évolution dans le temps**

Témoignage de Vincent COGNEE, STRASBOURG et le Groupe expert CNFPT des Directeurs des bâtiments-patrimoine-architecture : Véronique DOCHE, LE MANS ; Stéphane GELET, ORLEANS ; Antoine GRANGERE, ANGERS ; Arnaud LEGUELLEC, TOURS ; Pierre-Damien PAILLET, CRETEIL

Organisateurs : Pôle Architecture Bâtiments Gérard Moreno

**Revoir** : <https://cnfpt-formation.adobeconnect.com/phvvcv5o1es/>

### **Du PCA au PRA\* des services architecture et bâtiments**

21/04/20

Organisation : Gérard MORENO, CNFPT et les animateurs de la E-communauté Architecture et bâtiments

Témoignage de Vincent COGNEE, STRASBOURG et le Groupe expert CNFPT des Directeurs des bâtiments-patrimoine-architecture : Véronique DOCHE, LE MANS ; Stéphane GELET, ORLEANS ; Antoine GRANGERE, ANGERS ; Arnaud LEGUELLEC, TOURS ; Pierre-Damien PAILLET, CRETEIL

### **Les règles d'hygiène et de propreté des locaux dans en période d'épidémie ou de pandémie**

30/04/20

Organisation : Pôle Architecture Bâtiments Gérard Moreno et les animateurs de la e-communauté

**Témoignage de** Bruno DELPECH

**Revoir** : <https://cnfpt-formation.adobeconnect.com/pvi8o2lhia36/>

### **Hygiène et de propreté des locaux : questions de management et d'organisation**

5/05/20

Organisation : Pôle Architecture Bâtiments Gérard Moreno et les animateurs de la e-communauté

**Témoignage de** Bruno DELPECH

**Revoir** : <https://cnfpt-formation.adobeconnect.com/pidbprhg8bw5/>

## **Le jour d'après 12 propositions d'Envirobat Occitanie pour une relance économique vertueuse en Occitanie**

26/06/20

Organisation : Pôle Architecture Bâtiments Gérard Moreno et les animateurs de la e-communauté

**Témoignage de** Bruno DELPECH

**Revoir** : <https://cnfpt-formation.adobeconnect.com/pidbprhg8bw5/>

## **E-communauté Parcs et Ateliers**

### **Le confinement dans les ateliers et parcs, et après**

Témoignages de Muriel CHARPENTIER, LES MUREAUX ; Nicolas COMBY, CNFPT ; Bruno CORDAT, BREST MÉTROPOLE ; Philippe DENIS, RENNES MÉTROPOLE ; Jean-Marc FENOY, CA BESANÇON ; Patrice GILBERT, EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG ; Manuel VASSALLO, MONTPELLIER

Organisateurs : Pôle Parcs et Ateliers Gérard Moreno

**Revoir** : <https://cnfpt-formation.adobeconnect.com/p0wr1k992fz1/>